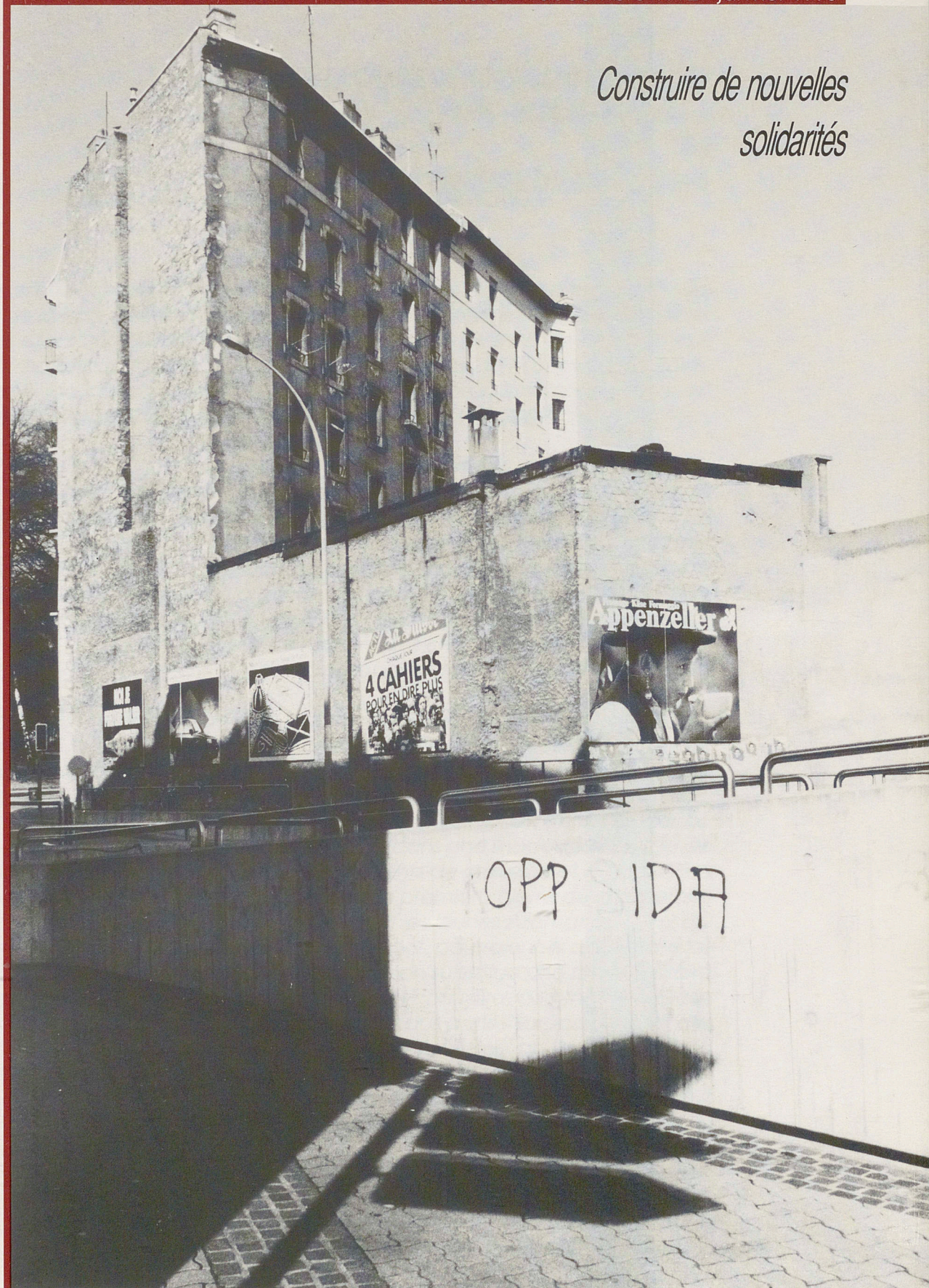


peuple et culture

numéro 7 - décembre 1992 - janvier 1993

la lettre de

*Construire de nouvelles
solidarités*



EDITORIAL	<i>Construire la chaîne de nouvelles solidarités</i>	3 - 4
DOSSIER	<i>Paroles de Peuple et Culture Paroles sur Peuple et Culture</i>	5 - 8
REFLETS	<i>Les soirées-débat d'hier et d'aujourd'hui</i>	8 - 9
	<i>Questions autour de la médiation culturelle</i>	10 - 14
	<i>Regards croisés sur le rural</i>	15 - 17
	<i>Université d'été 1993</i>	18 - 21
REFLETS REGIONS	<i>La vidéo de création à Annecy</i>	22 - 23
BREVES		24
POINTS DE VUE	<i>Dépendance et autoformation</i>	25 - 27
	<i>Entreprendre autrement vers de nouvelles solidarités</i>	28 - 31

CONSTRUIRE LA CHAÎNE DE NOUVELLES SOLIDARITES PARIS - BERLIN - MOSCOU OU L'ÉMINENTE DIGNITÉ DU TEMPS

Tous les jours, nos écrans de télévision nous montrent les images d'un monde de sang et de larmes... La Croatie, la Somalie, l'Irak... la longue chaîne des terres d'horreurs et de crimes nous renvoie l'image d'une humanité qui n'en finit pas de détruire notre capital le plus précieux : la vie, l'espoir, la fraternité... En finira-t-on jamais avec ces cauchemars qui hantent notre vie quotidienne, ces guerres que l'on croyait d'un autre âge, ces déchirements surgis des ténèbres...

Et pourtant... rappelons-nous

En 1945 lorsque les canons se sont tus, un seul sentiment demeurait vivace : la haine. Les camps de la mort, Hiroshima, les bombardements de terreur de Dresde et de Coventry, les batailles du désert et des Ardennes... Tout le génie, la créativité, la capacité d'organisation des hommes avaient été consacrés durant cinq années à organiser les plus gigantesques massacres que la terre ait connus... Et cela était le fait des nations disposant du degré le plus élevé d'instruction, des civilisations les plus raffinées, des philosophes et savants les plus éminents.

1945... En France, vis-à-vis de l'Allemagne, une volonté quasi unanime : la vengeance... « Il faut que le peuple allemand soit géré directement par l'armée et souffre dans sa chair et son esprit... ». De fait, durant les deux premières années d'administration directe, le peuple allemand, totalement vaincu, connaît des conditions d'existence très dures sous la férule des alliés. ... Et à contre-courant, dès janvier 1946, dans une modeste auberge de jeunesse de la Forêt Noire, les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire de France et d'Allemagne posaient la première pierre de la fraternité en vertu d'un postulat simple : « comment les jeunes Allemands, ceux qui étaient enfants en 1933 à l'avènement d'Hitler, pourraient-ils apprendre les principes et les règles de la vie démocratique si l'on substitue une férule militaire à une dictature... ? ». Ne convenait-il pas, au contraire, de renouer avec le message des soldats de l'An II qui se sont répandus dans l'Europe au nom des Droits de l'Homme ? Comme l'écrivait Joseph Rovin en 1945 : « Si la devise de la République n'exprime plus la vocation universelle de la France, en quel nom la Résistance a-t-elle résisté ? L'Allemagne de demain sera à la mesure de nos mérites... ».

... Et dès 1946, 1 000 jeunes participent à des échanges,
2 500 en 1948, 7 000 en 1950.

En septembre 1952, le grand rassemblement de la Lorelei regroupe
13 500 participants et plus de 20 000 passagers ...





Désormais, l'élan est donné... L'Europe des Peuples, l'Europe de l'Education Populaire a précédé l'Europe des cartels charbon-acier et des institutions. Lorsque De Gaulle et Adenauer signent le traité franco-allemand le 22 janvier 1963, ils constatent que la jeunesse a pris conscience de cette solidarité et se trouve appelée à jouer un rôle déterminant dans la consolidation de l'amitié franco-allemande... C'est l'acte de naissance de l'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse pour lequel Peuple et Culture a joué un rôle éminent... Aujourd'hui encore, sous l'impulsion dynamique et compétente de Jean-Luc Menu, nous sommes ses partenaires actifs et engagés. A consulter les programmes d'échanges, on ne peut qu'être frappé de l'extraordinaire diversité des publics et des thèmes : étudiants certes, mais aussi apprentis, artisans et jeunes chômeurs... même si cela pose quelquefois de redoutables problèmes d'encadrement !... Echanges sur les arts et l'éducation bien sûr, mais aussi le syndicalisme, l'emploi, les arts de la table, la guitare et le rock. Des millions de jeunes français et allemands se sont ainsi rencontrés grâce au travail de l'OFAJ et du monde associatif... Et si, aujourd'hui, il est possible d'affirmer que, lorsque des touristes allemands viennent en France, et inversement, il n'y a depuis longtemps nul problème de cohabitation, l'histoire dira que l'OFAJ a joué un rôle aussi efficace que discret...

... 1992 : à Smolensk, Moscou et Volgograd, à Berlin ou à Dresde, à Paris, dans les locaux de Peuple et Culture, une nouvelle étape historique était franchie. Prenant acte des nouveaux enjeux planétaires, la première rencontre franco-germano-russe de responsables de mouvements de jeunes et d'éducation populaire permettait une réflexion approfondie sur les objectifs et les structures à mettre en place pour organiser une nouvelle chaîne de solidarité... Qui aurait dit cela à l'époque de la « guerre froide » ? du « rideau de fer » ? De ces années 50 où chaque grande puissance entassait des armes en prévision d'une guerre que d'aucuns estimaient inéluctable... Certes, par la suite, il s'était produit un dégel des relations, mais les combats continuaient par adversaires interposés, et les grandes nations s'équipaient toujours dans la quête sans fin d'armements sophistiqués...

Oui, de temps à autre, quittons l'actualité immédiate et prenons conscience, comme nous y invite Madame de Staël, de « l'éminente dignité du temps qui passe... ». Militants de l'éducation populaire, donc d'une éducation sans frontière basée sur la liberté de s'associer, nous avons raison d'espérer dans cette nouvelle chaîne fraternelle.
Paris - Berlin - Moscou. Demain Belgrade - Alger.....

■ Jean François CHOSSON ■

Président

Paroles de Peuple et Culture

Paroles sur Peuple et Culture

Comme nous vous l'avions annoncé dans le précédent numéro, ce dossier a été ouvert pour nous permettre d'interroger des acteurs ou des partenaires de Peuple et Culture sur notre action. Pour inaugurer cette ouverture à des regards extérieurs, nous nous sommes adressés à Michel Calzat, un interlocuteur de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon appartenant à l'administration décentralisée de la Jeunesse et des Sports.

Michel Calzat

Michel Calzat a passé 12 ans dans la région Languedoc-Roussillon, la moitié comme assistant du Directeur départemental, spécialisé sur les questions de la jeunesse, l'autre moitié comme coordonnateur du service de la formation et des examens dans le secteur de la jeunesse et de la vie associative. C'est dans le cadre de cette fonction de coordination des organismes de formation que M. Calzat a été amené à travailler avec Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

Quels sont le rôle et le statut des médiateurs culturels et des animateurs socio-culturels dans la société d'aujourd'hui ? Quelles sont leurs missions ?

Pour répondre à votre question, il me faut opérer un rapide retour sur le passé, afin de mettre en avant l'évolution qu'a connue cette profession. Je crois, en effet, qu'il s'agit d'une profession qui se calque sur les demandes sociales, les demandes de notre société. Comme celles-ci évoluent, la profession évolue également, et la fonction de développeur, d'animateur s'est donc sensiblement transformée depuis ces vingt dernières années.

Il y a eu une première version d'animateurs, dans les années 70, animés d'une âme et de qualités militantes ; ils sortaient

des mouvements traditionnels de l'éducation populaire - les Cemea, les Francas, Peuple et Culture... - et avaient besoin d'une formation tout à fait opérationnelle qui leur permette de gérer la dimension socio-culturelle de la société de l'époque. Il leur fallait être dans le faire, il leur fallait pouvoir répondre à la demande, en termes de consommation sociale ou culturelle, dans les quartiers, les MJC...

Ainsi nous avons formé - nous, c'est-à-dire l'Etat et les associations d'éducation populaire - toute une génération de gens animés de cette fibre militante. Actuellement, cette dernière s'est un peu diluée, parce qu'elle s'est séparée de la culture de l'entreprise : elle existe, mais ailleurs.

La seconde génération d'animateurs, celle que nous formons actuellement, appartient à une autre logique : une logique de crise. Dans la situation économique actuelle, il est difficile de faire appel au militantisme, les structures de notre société n'offrant plus, en termes d'emploi, toutes les potentialités d'autrefois.

Ainsi, nous avons de plus en plus affaire à des individus au



»» chômage tentés, presque par hasard, par les métiers de l'animation. De fait, il s'agit de catégories sociales très différentes, c'est-à-dire que nous avons des gens qui sont plus souvent en crise et en recherche d'identité que leurs aînés. Nous avons aussi des gens qui rentrent dans les métiers de l'animation sans trop savoir ce que cela recouvre comme idéologie, savoir-faire technique ou pédagogique.

Actuellement, que ce soit au niveau des dispositifs ou à celui des organismes de formation, existent des "produits" de formation qui, petit à petit, modèlent des individus. La grande différence réside dans le fait que l'approche pédagogique qui caractérise ces formations n'est plus liée à l'idée de militantisme, mais à celle de savoir-faire, savoir-faire capable de transformer les acteurs d'aujourd'hui en professionnels pouvant répondre à une demande rapide d'une collectivité locale, d'un organisme de formation, d'un service de l'Etat...

Les animateurs aujourd'hui sont très performants et très opérationnels.

La demande sociale évolue, les rôles et missions des animateurs aussi, et j'espère, pour ma part, que cette évolution va continuer.

En effet, les structures sociales demandent des animateurs "pointus", opérationnels, efficaces, capables de répondre immédiatement à une demande, qu'elle soit sociale (chômage, toxicomanie...), culturelle (organisation de manifestations...), liée aux loisirs, ou qu'elle soit - et c'est important et nouveau - économique. C'est à ce niveau que l'on voit apparaître une nouvelle génération d'animateurs amenés à travailler sur la notion de développement, au sens large du terme.

Alors, doit-on bannir le terme d'animateur, doit-on réformer cette terminologie ? Peut-être. Actuellement, nous avons l'impression que la demande des politiques, au sens large, s'oriente plus qu'il y a quelques années vers un besoin de développeurs de projets.

Il y a vingt ans, la demande d'animateurs émanait, pour l'essentiel, des organismes militants. Cette demande existe toujours, heureusement. Mais l'évolution fait que ces organismes eux-mêmes s'inscrivent désormais dans des développements socio-économiques beaucoup plus larges et qu'ils ont besoin d'animateurs performants pour développer un certain nombre de projets à dimension économique. On parle de micro-développement en milieu rural ou urbain. Nos dispositifs de formation préparent à ce type de fonctions.

On est passé d'un profil d'animateurs-militants - nécessaire, j'en suis convaincu, en étant moi-

même issu - à un profil d'animateurs-acteurs à part entière du développement de la société. Par exemple, un titulaire du Defa, avec une personnalité professionnelle très prononcée, pourra arriver à des niveaux d'encadrement très élevés. Je crois que la formation les prépare à cela.

Comment percevez-vous les formations menées à Peuple et Culture en direction des animateurs ? Comment percevez-vous, également, les actions d'animation menées par Peuple et Culture ?

La particularité de notre Ministère a été, est et sera de travailler en concertation étroite avec l'ensemble des organismes et des associations d'éducation populaire qui sont représentés nationalement. Quand ces associations sont présentes régionalement, elles se positionnent selon un certain nombre d'orientations techniques, pédagogiques... La spécificité de la région Languedoc-Roussillon, comparée à d'autres régions, c'est que sont représentés ici l'ensemble des organismes de formation, et la Direction Régionale Jeunesse et Sports doit entretenir avec ces organismes un rapport de partenariat. C'est ainsi que j'ai découvert Peuple et Culture, et d'autres associations, bien sûr.

J'ai entretenu avec Peuple et Culture Languedoc-Roussillon des rapports privilégiés : il me semble en effet que Peuple et Culture se caractérise par une équipe jeune, des idées innovantes, un questionnement perpétuel et une remise en cause incessante. Peuple et Culture nous a toujours proposé des situations innovantes et une recherche intellectuelle, voire même l'amélioration de dispositifs ayant déjà fait leurs preuves. Cela tient, à mon sens, à la dimension d'équipe qui est la sienne : une forme de laboratoire de recherche qui permet, dans un partenariat étroit, de construire ensemble des dispositifs et des contenus de formation. C'est une dimension importante.

Dans les dispositifs de formation, nous n'avons jamais été déçus des "produits" que nous proposait Peuple et Culture.

J'ai vu grandir cette structure, je l'ai vue s'affirmer comme partenaire indispensable des filières de formation aux métiers de l'animation. L'équipe tient aujourd'hui sa place dans un dispositif sensé de formation, collabore et interroge bien souvent l'Etat de manière saine - et il est intéressant d'avoir de temps en temps des renvois qui permettent de chercher ensemble, de faire évoluer des contenus de formation, des dispositifs, voire des réglementations. C'est cet aller retour

que nous avons cultivé, sans retenue, en gardant chacun nos prérogatives. Un aller retour permanent, des bilans, des questionnements qui nous permettent de progresser et d'élaborer, ensemble, des réformes importantes.

Concernant le Beatep, le rapport entre Peuple et Culture - mais aussi d'autres structures - et l'administration s'est tellement bien développé qu'il a été une source de réflexion capable de remontées au niveau de l'administration centrale qui ont permis, petit à petit, que les textes évoluent et que des changements profonds prennent naissance.

Cela veut dire qu'à un moment donné, on est capable d'accepter les cultures professionnelles des autres, de dépasser des débats de structure, pour construire, ensemble, une même culture professionnelle, dans l'unique souci de faire évoluer les choses.

Pourriez-vous donner un exemple précis des innovations pédagogiques à l'initiative de Peuple et Culture dont vous parliez tout à l'heure ?

Concernant le Defa, il y a une méthodologie pédagogique qui est propre à Peuple et Culture et qui a été inventée par Peuple et Culture : la méthodologie du projet qui est, à mon avis, une méthode de travail et de pensée cohérente avec les nouvelles fonctions des animateurs. On peut parler d'école de pensée.

Pour des diplômes plus souples comme le Beatep qui est un diplôme de technicien de l'animation, il est certain qu'à Peuple et Culture, je trouve des propositions de dispositifs de formation innovants par rapport à d'autres dispositifs. C'est par exemple le cas d'un diplôme Beatep sur les problématiques du patrimoine maritime en Méditerranée. C'est une innovation. En amont, cela s'est traduit par la mise en évidence de sensibilités professionnelles, la définition d'un squelette de métier, d'un référentiel de compétences, de contenus, la recherche d'entreprises d'accueil et la mise au point, avec ces entreprises, de contenus pédagogiques préalables. A partir de là, des individus ont été formés sur des référentiels nouveaux, dans de nouveaux secteurs. Puis, la formation terminée, une évaluation des niveaux de responsabilité des candidats a été menée, dans le souci du respect de la demande initiale et du cadre réglementaire fixé. L'ensemble de cette procédure a été évalué avec, comme priorité, dans le cas où la reconduite de la formation ne s'avèrerait pas nécessaire, de l'abandonner et de rechercher de nouveaux secteurs à investir.

J'apprécie des formations qui répondent aux

besoins sociaux ; si un jour ces besoins sociaux sont comblés, il faut passer à autre chose. Elle est là la richesse ; il me semble qu'à Peuple et Culture, nous avons cette dimension.

Par rapport aux actions d'animation menées directement par Peuple et Culture, j'ai pu constater une cohérence entre les animateurs formés et les actions de terrain menées par Peuple et Culture. Bien souvent, les animateurs formés à Peuple et Culture ont des terrains d'action dans la structure même : atelier pédagogique personnalisé, DSQ... Il y a, à Peuple et Culture, la volonté de rechercher une adéquation entre un produit de formation et un terrain. Que ce soit dans le secteur social ou culturel, ces liaisons existent au sein de stages pratiques. Il y a un aller retour ; il y a une dimension d'alternance qui est liée avant tout à la notion de projet. On ne peut pas avoir de référent pédagogique lié à cette méthodologie du projet si on n'a pas une action de terrain, et Peuple et Culture essaye d'être sur ces deux aspects-là.

Avez-vous des critiques, des suggestions ?

Il m'est difficile de faire des critiques tant je me sens proche des conceptions de Peuple et Culture...

Ce que je regrette c'est qu'il y ait, bien souvent, déperdition dans les transferts de savoirs. Alors qu'il y a des individus qui sortent de ce laboratoire qu'est Peuple et Culture avec un bon niveau. Je crois qu'il y a déperdition par rapport à ces individus : il conviendrait, à mon sens, de les reconsidérer, de les regarder autrement, pas uniquement comme des anciens stagiaires de Peuple et Culture. Cette remarque est plus de l'ordre des ressources humaines.

Pour conclure, je souhaiterais aborder la question de la dimension européenne des formations d'animateurs. Peuple et Culture avait tenté de positionner une formation Defa dans une perspective européenne. Cette idée, intéressante, avait obtenu un agrément ministériel mais, pour des raisons de financement, cette formation n'a pas pu avoir lieu.

Je crois qu'il serait intéressant de dépasser nos concepts franco-français en matière de dispositifs de formation. Le regret que j'ai actuellement est que, même s'il y a des commissions sur le plan national qui travaillent à l'harmonisation des formations, des diplômes..., il n'y a pas de reconnaissance générale de nos dispositifs de formation. Dans notre secteur, nous fonctionnons toujours sur des registres franco-français, c'est-à-dire que la société reconnaît les dispositifs classiques, universitaires, et leur fait confiance,



» mais n'a pas cette même confiance à l'égard d'autres structures de formation. Or, nous avons des dispositifs professionnels de haut niveau - dans la filière de l'animation, dans la filière sociale... - et, systématiquement, nous cherchons des résonances universitaires. Dans les pays voisins, notamment en Allemagne, la dimension des diplômes professionnels est tout aussi importante que la dimension universitaire. C'est un danger actuellement de se retourner systématiquement vers l'université pour les recherches d'équivalence ; quel que soient nos schémas de formation, des bas aux hauts niveaux de qualification, nous avons des formations professionnelles qui sont de qualité. Les meilleurs ambassadeurs de ces dispositifs de formation, ce sont l'Etat, les organismes de formation et aussi les individus qui, par leur savoir-faire, se feront de plus en plus apprécier dans un statut. Actuellement, on est trop versé dans des recherches d'équivalence avec les universités. Les mouvements d'éducation populaire ont été les artisans de nombreuses formations. Bien sûr, il faut travailler en partenariat avec l'université, mais l'université a besoin de nous, elle doit se tourner vers le socio-professionnel. Nos dispositifs sont performants, les individus qui en sortent aussi.

J'espère qu'un jour, on travaillera ensemble à un schéma directeur de formation pour les niveaux supérieurs qui restent pour le moment du seul ressort de l'université.

interview de

■ Michel CALZAT ■

réalisée par

■ Catherine BEAUMONT ■

Hier et aujourd'hui

Le groupe des adhérents individuels vient de mettre en place un cycle de soirées-débat sur des thèmes liés à des enjeux de notre société, un peu sur le modèle des «dîners-débats» des années 65 - 75, dont beaucoup d'entre nous ont entendu parler.

Une première séance a eu lieu en décembre autour du livre de François Dubet et Didier Lapeyronnie, Les quartiers d'exil.

Curieux du lien que l'on pouvait établir entre nos motivations actuelles et l'expérience de nos prédécesseurs, nous avons recueilli le témoignage d'un ancien participant aux «dîners-débats».

Le témoignage de Michel Cahen¹

1- Michel Cahen, historien de formation, spécialisé sur l'Afrique de langue portugaise, est actuellement chargé de recherche CNRS au Centre d'études d'Afrique noire de l'Institut d'études politiques de Bordeaux.

« C'est en tant que jeune lycéen communiste que, connaissant Jean-François Chossion, j'ai été amené à traîner, presque par hasard, aux dîners-débats de Peuple et Culture au tout début des années 70. Cette expérience m'a permis de faire connaissance à l'époque avec ce que j'appellerais la «social-démocratie intellectuelle». Je savais que je n'étais pas d'accord, mais ma participation à ces séances me posait des questions, m'ouvrait à une culture différente de la mienne.

« Le souvenir que j'en ai, vingt ans après, est à la fois flou et agréable ; je veux dire par là que je classe cette expérience parmi celles qui font partie de ma formation politique. Bien sûr, je participais à cinq réunions par semaine à l'époque. Mais ces soirées Peuple et Culture appartenaient aux rares réunions auxquelles je participais qui étaient des réunions politiques sans être des réunions militantes. Les autres étaient toutes des meeting-débat, des réunions de cellule... Donc, c'était, pour le jeune militant post-soixante-huitard que j'étais, une culture politique différente.

« Il s'agissait de réunions marquées à gauche bien sûr, mais pluralistes, où les gens parlaient

Les «dîners-débats»

Ainsi que le précise le bulletin d'information de 1966, « les dîners-débats de Peuple et Culture - nouvelle formule au service du perfectionnement de nos animateurs - ont été lancés en janvier 1966. »

Le premier, avec Jean Vilar et Joffre Dumazedier, avait pour thème : la formation culturelle des villes.

Parmi les autres sujets débattus à l'occasion de ces rencontres, citons :

- L'université ouverte en Grande-Bretagne ;
- La société bloquée, de Michel Crozier ;
- Anciennes et nouvelles fonctions de l'espace rural ;
- Drogues, jeunesse, mœurs nouvelles ;
- Comment débloquent l'école ;
- Action culturelle : intégration et/ou subversion ? ;
- Télévision : monopole public ou chaîne privée ?...

On est toujours frappé de voir à quel point ces sujets restent pertinents près de trente ans après ! En tout cas, si l'un ou l'autre de ces dîners-débats vous intéresse, nous en possédons des retranscriptions.

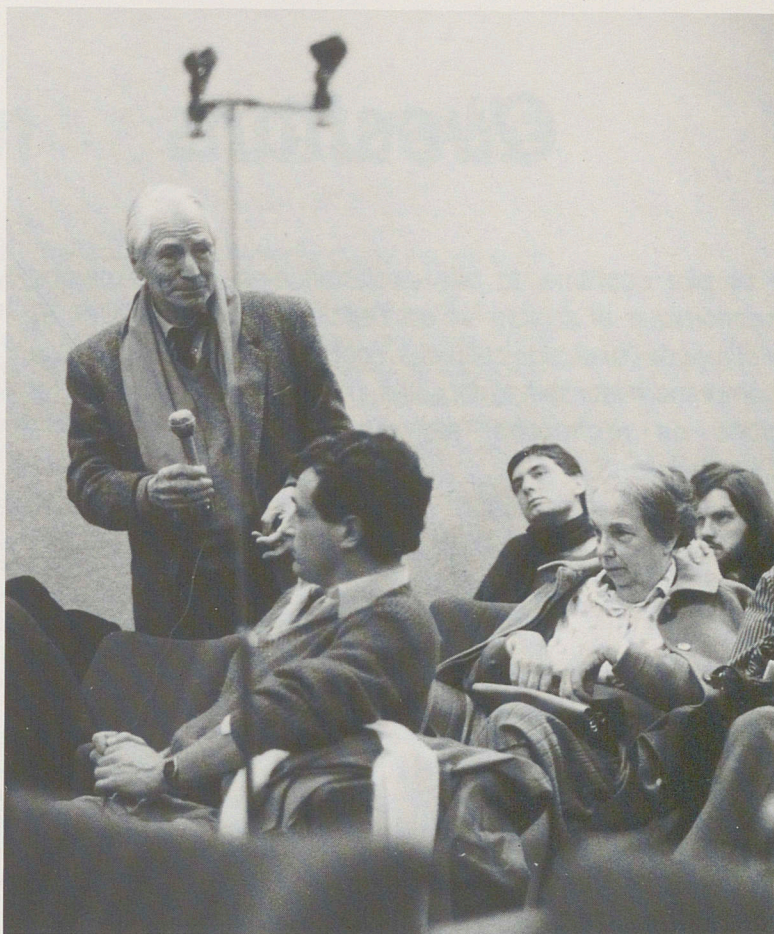


photo d'archives

politique sans être obligés de se retrouver derrière une orientation. Je me souviens de discussions enflammées. Ce n'est pas un hasard si Peuple et Culture réussissait à réaliser ce type d'initiative, cela faisait partie de l'effervescence intellectuelle du moment.

« Mais aujourd'hui, il y a un vide terrible. Pour s'en défendre, certains groupes intellectuels de gauche cherchent à recréer des espaces de culture politique.

« Cela correspond à une réelle demande de lieux de débat, chacun restant libre ensuite de sa propre orientation.

Inviter un auteur qui pose des problèmes politiques, il me semble que c'est ce que les gens recherchent. Ils ont besoin de parler politique, au sens plein du terme, celui des affaires de la cité. »

Michel Cahen, sans le savoir, est un excellent avocat des objectifs poursuivis par le groupe des adhérents individuels avec la relance de ces soirées-débat. Loin des réunions d'experts et des shows télévisés, notre ambition est d'ouvrir un espace de libre propos pour permettre aux citoyens que nous sommes de s'informer, d'interroger le monde contemporain et de débattre à partir des pistes de réflexion que peuvent nous proposer chercheurs, penseurs ou écrivains. Ces soirées-débat se veulent être un moyen de concrétiser notre droit d'accès à la culture et notre devoir d'implication citoyenne dans le devenir commun.

■ ■

Les projets de soirées-débat 1993

portent sur les ouvrages suivants :

- *Métamorphose du travail, Quête du sens - Critique de la raison économique*, d'André Gorz : une réflexion philosophique et militante sur la place centrale de la valeur travail dans notre société et sur ses conséquences ;
- *Les arbres de connaissance*, de Michel Authier et Pierre Lévy : permettre la validation des acquis extra-scolaires ou universitaires ;
- *Attention médias*, de Michel Collon : une lecture critique des médias écrits et audiovisuels.

Questions autour de

« Le pire dualisme, la pire exclusion n'est pas l'exclusion économique et sociale ; c'est l'exclusion culturelle. Car les victimes de l'exclusion culturelle n'ont même pas les moyens de comprendre leur sort, si dur soit-il, d'en analyser les causes, et donc de rechercher les moyens de s'en sortir. »
Claude Julien

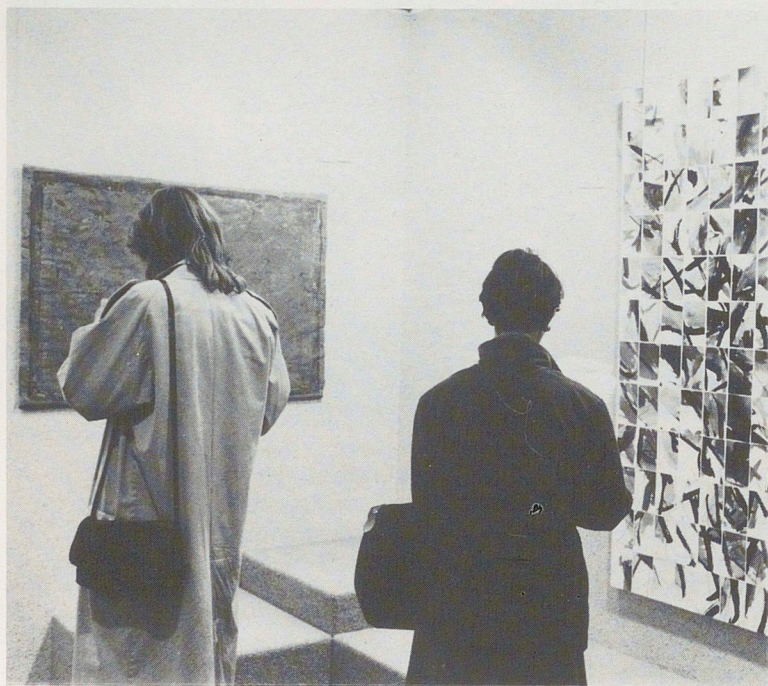


photo Jean-Louis Saiz

Il y a certaines évidences, certaines vérités tellement fortes qu'on ose à peine les exprimer. Ainsi en est-il de cette phrase de Claude Julien prononcée à l'occasion de son intervention sur le thème "Culture, Démocratie, Citoyenneté", lors du colloque de Tulle des 17 et 18 octobre dernier dont nous vous avons annoncé la tenue. Une synthèse de ces journées corréziennes vous sera donnée dans un prochain numéro de La Lettre.

Dans l'intervalle, l'une des tables rondes ayant porté sur la médiation culturelle, nous avons voulu recueillir sur la question les points de vue de deux actrices du mouvement : Elisabeth De Rotalier, qui travaille à Peuple et Culture Isère, est chargée de la programmation culturelle de deux communes rurales de la région Rhône-Alpes ; elle exerce également des fonctions de médiatrice au musée de

Grenoble ; Manée Teyssandier, Secrétaire générale de Peuple et Culture Corrèze, qui signe depuis quinze ans une convention culturelle avec la ville de Tulle, est aussi l'une des initiatrices du colloque d'octobre dernier.

Il nous a semblé intéressant, en effet, d'aborder le thème de la médiation culturelle dans ces pages à un moment où elle suscite, au ministère de la Culture et ailleurs, de nombreuses réflexions et où se conçoivent de véritables formations de médiateurs culturels. Mais au-delà de l'émergence de nouvelles filières professionnelles, cette question de la médiation culturelle renvoie tout autant aux actions que mènent les équipes de Peuple et Culture, depuis de nombreuses années parfois, et à travers elles, à l'idéal de partage de la culture qui est le nôtre et que la citation de Claude Julien évoque a contrario.

Le texte qui suit reprend donc les réponses de deux praticiennes et militantes de la médiation culturelle aux questions qu'avait fait émerger le colloque de Tulle il y a quelques mois. Leurs analyses, plutôt que d'être mises bout à bout, s'entremêlent au contraire dans un tableau vivant et coloré, dans un jeu de miroir ou d'images inversées.

la médiation culturelle

Pouvez-vous nous dire ce qui, à vos yeux, caractérise la médiation culturelle ?

■ Un terme nouveau pour désigner une action vieille comme le monde :

« Le terme de médiation est nouveau et confine un peu au jargon pour désigner quelque chose qui est vieux comme le monde. Je crois que tout ce qu'on apprend, tout ce qu'on découvre, on le fait grâce à quelqu'un. Le mot qui serait le plus proche pour désigner notre action serait un mot plus ancien comme celui de compagnonnage, qui rend mieux compte de l'idée d'acte humain, d'initiation, de facilitation.

C'est un travail d'intermédiaire ; d'autres personnes dans le mouvement se présentent comme des passeurs. » (M.T.)

■ Permettre, tout d'abord, le contact direct :

« On oublie parfois qu'il n'y a pas une répartition géographique très égale des possibilités de rapprochement avec la production artistique ; c'est d'abord ça la médiation culturelle : pour qu'il y ait rencontre, il faut qu'on puisse se frotter directement à la création et non pas à des succédanés. » (M.T.)

■ Permettre l'appropriation d'une oeuvre :

« Les oeuvres, autrement dit, le produit culturel, sont là, c'est un fait, que ce soit un livre, de la musique, un tableau. Le travail des médiateurs et de la médiation culturelle, c'est de faire en sorte que le public se l'approprie. C'est extrêmement difficile à mesurer car l'appropriation n'est pas toujours évidente, elle nécessite

souvent une démarche volontaire : ouvrir un livre, entrer dans un musée... Notre travail de médiateurs, c'est de la rendre évidente, de la rendre possible, de faire en sorte que cette rencontre se fasse. »

(E.d.R.)

■ Donner vie à une oeuvre :

« L'accrochage est parfois synonyme de mort : on ne peut plus s'emparer de l'oeuvre, on ne peut plus se l'approprier. Mon travail - j'ai envie de dire mon désir -, c'est d'amener les gens à s'approprier la création artistique. Une fois qu'ils l'auront fait, ils en feront forcément quelque chose. Ce n'est pas une connaissance, c'est, avant tout, gagner une certaine autonomie devant l'art, c'est en faire une nourriture intellectuelle, sensible, c'est savoir regarder, savoir parler, savoir transposer, savoir questionner.

Cette appropriation peut se faire avec de jeunes enfants, elle se fait encore mieux avec les jeunes parce qu'il ont moins d'a priori. Il n'est pas du tout utile d'avoir fait des études d'histoire de l'art. Les fiches que je réalise actuellement pour le musée de Grenoble permettent un décodage de l'oeuvre, c'est une aide au public ; on essaye de réaliser un équilibre entre les apports de connaissance, les clés de lecture, les regards, l'aide au regard. » (E.d.R.)

■ Rendre possible « l'étincelle » :

« Autrefois on parlait de préparation du public, d'accompagnement, de sensibilisation ; aujourd'hui on parle de médiation, mais, en fait, le souci est le même : il n'y a pas obligatoirement d'étincelle lorsqu'on se

confronte à une oeuvre d'art, une pièce de théâtre... Par contre, il peut y avoir des procédures diverses, une rencontre avec le cinéaste, l'écrivain..., une circulation collective d'une discussion sur l'oeuvre..., tout un accompagnement de la rencontre avec l'oeuvre. » (M.T.)

A votre avis, la médiation culturelle faite dans le cadre associatif est-elle différente de celle qui est faite dans des équipements socio-culturels ou des lieux de diffusion plus institutionnalisés ?

■ Il y a médiation et médiation :

« Il me semble que dans une association les questions se posent moins en termes techniques qu'humains. Faciliter l'approche d'une oeuvre d'art suppose des savoir-faire ; dans le secteur associatif on n'a peut-être pas forcément ces savoir-faire (on peut d'ailleurs toujours les acquérir par des formations). Mais au-delà de cette question, le terme d'entremetteur, de passeur, d'intermédiaire, demande un savoir-faire généraliste, non spécialisé qui peut permettre des glissements de public d'un domaine à un autre. La médiation, il faut l'entendre aussi comme une possibilité de rencontre fortuite, à partir d'un attachement à une association, par exemple, ou à des individus : c'est toujours cette idée de magie de la rencontre.

Cela ne veut pas dire que les associations n'ont pas à faire de progrès sur les aspects techniques de la rencontre avec une oeuvre, mais je me demande si c'est cet aspect qui est fondamental et si ce



➤➤ n'est pas plutôt que les associations favorisent un lien social plus global avec un réseau plutôt qu'une spécialisation pédagogique. » (M.T.)

■ Quel que soit le lieu où elle est faite, la médiation culturelle exige des compétences spécifiques :

« J'aurais envie de dire que je souhaiterais qu'il n'y ait pas de différence, mais dans les faits je constate qu'il y a une différence. Les modes d'intervention sont sensiblement différents entre une structure culturelle traditionnelle et une association, les moyens ne sont pas les mêmes non plus.

Quand j'ai essayé de travailler au musée de Grenoble on m'a dit qu'il fallait une maîtrise d'Histoire de l'Art, ce qu'on ne m'a jamais demandé à Peuple et Culture. On se méfie toujours un peu, dans le milieu associatif, des gens qui ont apparemment des qualifications trop pointues ; on craint que cette spécialisation les empêche de comprendre un petit peu ce qui fait sens dans l'association. Pour moi, il convient d'avoir les mêmes exigences de médiation dans le secteur associatif qu'au sein d'une grande institution, il n'y a aucune raison pour qu'on fasse du travail à la petite semaine. On se pose actuellement des questions au musée de Grenoble, on a le temps de se les poser, c'est une période unique. Ce n'est pas toujours le cas, c'est vrai, parce que quand on est pris dans une action, on doit avant tout répondre à la demande. Alors, peut-être que la richesse d'une association, c'est de pouvoir prendre le temps de se poser des questions. Mais pour combien de temps encore ?

Bien sûr, des entrées multiples me paraissent plus riches qu'une seule compétence : avoir une approche péda-

gogique permet d'intervenir dans les deux types de structure. Ce qui facilite mon travail au musée c'est de savoir prendre un public ; cette compétence d'animation, ce souci de l'animation et du rapport avec le public. » (E.d.R.)

■ De l'action socio-culturelle à la médiation culturelle :

« Ce que je reprocherais au secteur socio-culturel, c'est d'avoir privilégié le public au

l'oeuvre, ce qui sera transmis sera de meilleure qualité. »

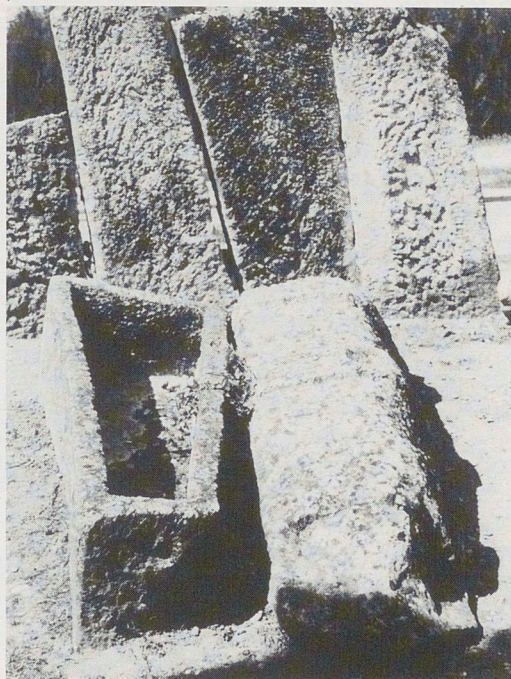
(E. d. R.)

■ Les risques de la création d'un corps spécialisé :

« Je ne suis pas sûre qu'il y ait nécessité d'un corps professionnel de médiateurs. Il y a nécessité de médiation, bien sûr. Je ne suis pas sûre que si l'on crée un corps de médiateurs comme on a créé un corps d'animateurs, cela n'ait pas d'effets pervers aussi forts. Cha-

que situation est différente de l'autre : dans une situation cela peut être telle procédure de médiation ou telle personne qui sera placée en situation de médiation. Pour moi, l'essentiel c'est plutôt la recherche, dans une situation concrète, de ce qui peut être le plus approprié comme forme, et des personnes les plus aptes à être des passeurs, des entremetteurs... Je parle toujours du domaine associatif, et

photo Claire Chevrier



détriment de l'oeuvre. Il y avait une espèce de confusion sur la définition d'une oeuvre, c'est-à-dire que tout travail de créativité était considéré comme une oeuvre, jamais personne n'était capable de dire la différence entre un travail fait par un amateur, l'expression immédiate de quelqu'un, et le travail du créateur, de l'artiste. Si la qualité de l'oeuvre est laissée de côté, le risque est de donner au public un travail sans qualité. Si les mêmes exigences sont accordées au public et à

non pas des structures spécialisées comme les centres d'art. En créant un nouveau métier, on fractionne, on émiette encore un peu plus les fonctions sociales et culturelles, et on dispense d'autres personnes de cet acte de médiation. »

(M.T.)

Est-ce que, dans les programmations que vous êtes amenées à réaliser, vous tenez compte de l'environnement dans lequel vous intervenez ?

La question porte sur le lien que cherche parfois à tisser la médiation culturelle entre la création et les caractéristiques économiques, culturelles ou sociales du lieu où elle est amenée à la rencontre du public. A Bourgoin-Jallieu, par exemple, un rideau de scène vient d'être créé par un artiste britannique avec le concours d'entreprises locales spécialisées dans l'impression sur étoffe. A Pont-en-Royans, une tentative a été menée pour associer des artisans du bois à la réalisation de meubles conçus par un designer.

■ Une prise en compte, mais non pas une mise en conformité : « C'est une question très difficile. Je ne crois pas qu'en matière d'art, ou d'autre chose d'ailleurs, la progression soit le meilleur chemin.

A Peuple et Culture Corrèze, on tient compte du contexte local mais on ne s'y conforme pas. En proposant des choses qui sortent des cercles habituels, on rend possible le choc, et c'est là que la médiation culturelle est intéressante. C'est comme ça, avec choc, que chacun change.

Je ne crois pas que l'on va faire mieux accepter l'art conceptuel parce qu'on l'aura fait précéder d'autre chose. C'est vrai pour tout : on ne doit pas forcément passer par une sorte de transition. Il y a des choses qui forcément déstabilisent. Le contact doit avoir lieu. La médiation peut aider. Mais la progression n'est pas toujours le bon procédé. » (M.T.)

■ Une question sans réponse : « C'est évident et, en même temps, je sais que c'est une mode. Quelque chose qu'on est en train de creuser aujourd'hui mais qui comporte des limites qu'il va falloir aussi poser. Est-ce que cela se justifie de prendre le terrain en considération, pour le choix des

artistes, pour la façon de travailler, pour la création artistique ? Il me semble que ce n'est pas acquis.

Par exemple, l'espèce d'incompréhension à Pont-en-Royans entre le designer et les artisans, montre une première limite. Au-delà, il y a la question

de la création artistique : doit-elle se préoccuper des conditions d'environnement, de production de l'oeuvre ?

On peut vraiment se poser la question. Ce que j'ai fait à Bourgoin-Jallieu, je ne dirais pas que j'ai détenu une certaine vérité ; j'ai essayé, j'ai fait une tentative pour mettre en relation le terrain et une oeuvre de création. Est-ce que c'était juste ? Au moment où je l'ai fait, je pense que c'était juste, mais c'est tout.

C'est en même temps un piège. Pour l'instant cette expérience va orienter un peu mon action mais il ne faut pas qu'on rentre dans une espèce de système non plus. La création, ce n'est pas ça. En tout cas, c'est aussi une réflexion générale qui n'a rien à voir avec l'environnement, avec le contexte spécifique, économique ou social, d'un lieu. » (E. d. R.)

Pourquoi avoir choisi l'art contemporain ?

■ Une histoire personnelle :

« Bien sûr, l'art contemporain ne facilite pas toujours le travail de médiation, mais je crois que ça m'amuse, j'ai envie de me bagarrer pour ça. Il y a des domaines, le livre, la musique, où la rapidité de corres-

Le programme 1993 des activités culturelles de Peuple et Culture Corrèze

Atelier chanson

Atelier théâtre

Atelier théâtre enfants

Rencontres arts plastiques : Tony Soulié, toiles-photographies, installations éphémères

Festival des francophonies : Accueil à Tulle de Loti Bizimana, musicien et ethnomusicologue du Rwanda ; rencontres en milieu scolaire, conférences et soirée musicale

Coopération culturelle décentralisée avec le Bénin

Iris : aménagement de lieux "en souffrance" privilégiant la relation des individus à leur espace de vie

Juin 44 : travail de mémoire (film, fresque, publication) sur les événements tragique de juin 1944 à Tulle

pondance entre le public et les artistes se fait beaucoup plus vite, le temps de réaction du public est beaucoup plus court. Dans le domaine de la peinture, ou de la sculpture, le temps de réaction du public est différé incroyablement. Par exemple, le public commence seulement aujourd'hui à admettre l'oeuvre de Picasso. Mais ce n'est pas quelque chose qui me fait peur. C'est une donnée de base que j'ai intégrée, sur laquelle je joue ; cela m'intéresse d'autant plus que cette rencontre entre le public et l'oeuvre d'art contemporain n'est pas évidente à réaliser.

L'art contemporain participe au développement culturel. Quand on amène quelqu'un à regarder quelque chose, on l'amène à formuler des interrogations, à analyser.

Quand quelqu'un s'interroge, se demande s'il aime ou pas, il s'interroge sur lui obligatoirement, et il se demande pourquoi cet artiste s'est intéressé à telle chose plutôt qu'à une autre. Plus généralement, il s'interroge sur l'environnement, sur ce qu'il vit au jour le jour. A partir du moment où une personne est capable de s'interroger et de formuler quelque chose, sur un autre ou sur elle-même, dans les aspects quotidiens de sa vie, elle acquiert



photo Catherine Ravanat



➤ des outils pour se débrouiller avec un document administratif, avec une publicité, avec la télévision, avec tout ce qui fait

la vie de tout le monde. »

(E. d. R.)

Les programmations culturelles de Bourgoin-Jallieu et Pont-en-Royans

Jean-Charles Blais : œuvres récentes imprimées sur papier en collaboration avec un atelier d'impression de la région Rhône-Alpes (mars-avril)

Art textile contemporain (octobre-novembre)

Initials CC : exposition des photographies de Claire Chevrier et des travaux sur papier et installations vidéo de Catherine Ravanat en co-production avec le musée du Cloître de Tulle et les associations Peuple et Culture de Montpellier, Tulle, Annecy, Clermont-Ferrand et Paris (février-avril)

Edmund Kuppel : série d'œuvres photographiques mettant en résonance le passé et le présent (mai-juin)

Jürgen Shilling : "Mots perdus", une ligne de plusieurs mètres accompagnée et commentée par des dessins (juillet-août)

Exposition d'œuvres du FRAC Rhône-Alpes : paysage et environnement (novembre-décembre)

Animations :

Rencontre autour de la photographie
Intervention d'un photographe "en résidence courte" auprès d'un public d'adolescents

■ C'est une histoire humaine : « Ce n'est pas un secteur prédominant à Peuple et Culture Corrèze.

D'autre part, un choix est rarement entièrement volontariste - c'est d'ailleurs peut-être ce qui fait la différence avec une institution culturelle. Dans les associations, il y a toujours des histoires humaines derrière. Le choix de l'art contemporain à Peuple et Culture Corrèze est le résultat de la convention signée avec la ville en 1978, à un moment où les institutions culturelles se sont un peu plus développées dans la région et où Peuple et Culture a pratiquement cessé tout le travail qui consistait à programmer du théâtre et du spectacle vivant, les institutions ayant pris le relais. On s'est alors demandé ce que l'on pouvait faire de spécifique, qui ne se soit pas fait dans ces structures-là et qui soit en rapport avec notre histoire. C'est à ce moment que l'on a mis en place des ateliers avec l'idée que la pratique personnelle, en permettant l'élargissement des références culturelles, était aussi une

procédure de médiation. Quand quelqu'un fait du théâtre, il y a forcément quelque chose qui change dans son regard des spectateur. C'est vrai aussi pour les arts graphiques, la musique. Ces ateliers permettaient une jonction entre les amateurs et les professionnels, dépassant les pratiques socio-culturelles du passé. L'initiation à l'art contemporain est venue de ça : tout de suite s'est posée la question de l'élargissement des références esthétiques. Ce qui nous semblait devoir venir en complément, c'était d'inviter des artistes à travailler dans la ville, d'où notre programmation actuelle. »

(M. T.)

A quel moment pouvez-vous dire que votre action de médiation est réussie ?

■ Quand il y a modification :

« Pour moi le critère est le suivant : en quoi est-on modifié par une rencontre, avec une personne, ou une œuvre ? Sinon c'est de la consommation. »

(M. T.)

■ Quand je fais apprécier ce qui au départ laissait insensible :

« Avec les arts plastiques, il y a d'abord le rapport sensible, immédiat, qui n'appartient qu'à chacun et qui est incontournable.

Et puis après, il y a toutes les autres étapes du rapport avec l'œuvre qui peuvent s'instaurer ou ne pas s'instaurer ; c'est là qu'intervient le travail du médiateur. Tout mon travail consiste à faire apprécier une œuvre au-delà du rapport sensible qu'on entretient avec elle. »

(E. d. R.)

conception de l'article

■ Corinne BAUDELLOT ■

■ Catherine BEAUMONT ■

« Regards croisés »

Stimulées par l'expérience du séminaire rural où les confrontations d'analyses, de démarches, de témoignages démultiplient les richesses de chacun, les équipes Peuple et Culture qui travaillent au développement local rural ont décidé de se lancer dans une nouvelle démarche : « Regards croisés ». Cette opération a reçu le soutien de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (Bureau de l'animation rurale), dans le cadre de la convention annuelle entre le ministère de l'Agriculture et Peuple et Culture.

Les trois séries d'idées sous-tendues dans ces séances sont les suivantes :

■ S'informer facilement sur ce qui se fait ailleurs

- chacun connaît bien le territoire où il intervient et les activités qu'il met en oeuvre ;
- les actions des équipes Peuple et Culture en zones rurales sont variées et riches ;
- tous les opérateurs ne sont pas des spécialistes de la rédaction de notes d'information claires et précises sur les actions qu'ils conduisent ;
- tous les membres du réseau Peuple et Culture ne connaissent pas nécessairement les activités entreprises dans les différentes régions.

■ S'enrichir et s'interroger à partir de l'expérience des autres

- expliquer son territoire et ses actions à d'autres permet souvent d'y voir plus clair soi-même ;
- soumettre sa propre pratique au regard extérieur de "camarades" du mouvement apporte un recul qu'on ne peut avoir là où on se situe ;

■ connaître ce qui se fait ailleurs peut développer la capacité d'initiative de chacun ;

■ comprendre ce qui marche ou ce qui bloque ailleurs peut éclairer ce qui marche ou ce qui bloque ici.

■ Contribuer à faire exister le mouvement

- toutes les équipes des différentes régions appartiennent à un mouvement national sur lequel elles doivent et peuvent s'appuyer ;
- collecter, examiner et analyser les actions de Peuple et Culture dans les différentes régions rurales du pays est une manière de développer le capital commun au mouvement.

Ces idées étant partagées, Peuple et Culture s'est organisé pour l'opération « Regards croisés ». Concrètement, cela veut dire qu'une équipe inter-régionale se déplace et va porter son regard et son écoute dans différents sites où une association est active. Trois équipes ont déjà présenté leur réalité : le Languedoc-Roussillon en septembre, l'Auvergne en novembre et l'Isère en janvier.



Et... saveurs croisées

Les papilles gustatives sont également actives dans la découverte des particularités régionales.

Dans la garrigue, à « l'auberge du Bayle », nous avons savouré des escalopes à la crème aux truffes (ou des truffes à la crème aux escalopes ?). L'auberge en était encore toute parfumée le lendemain matin. Yvette ne nous a pas donné la recette, mais nous avons cru deviner les proportions, nous vous les indiquons ici sous toutes réserves : 1 escalope par personne, même poids de crème, même poids de truffes...

A « l'Espace Volcan », au cœur de la région des Dômes, nous avons apprécié le « Salers », un apéritif qu'on ne trouve que là-bas (il tient son nom d'une ville d'Auvergne). Nous nous demandons si c'est ce nectar qu'une certaine firme « Suze » essaie vainement d'imiter depuis tant de décennies...

➤ La Corrèze nous accueillera les 1er et 2 avril 1993. L'équipe qui reçoit prévoit, d'une part, l'accueil et l'organisation matérielle et, d'autre part, le contenu des journées d'échange ; il n'y a pas de schéma préétabli.

En Languedoc-Roussillon, le programme de travail s'est déroulé successivement sur plusieurs lieux, en fonction des réalités que l'équipe avait décidé de soumettre aux regards des visiteurs :

■ Jean-Rémi Durand-Gasselin, au siège de l'association régionale à Montpellier, a présenté l'organisation générale du secteur rural de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon, dont il est coordonnateur, et a proposé une lecture des dispositifs de développement local sur la région ;

■ Jean Auteroche, responsable de l'« Espace IFAD¹ » de Ganges, a fait découvrir sa ville, la structure qu'il anime et a organisé une rencontre d'information avec la responsable de la P.A.I.O. avec laquelle il collabore ;

■ Jean-Pierre Dargaud, responsable de l'« Espace IFAD » de Lodève a également

fait découvrir la ville et sa structure ; il a organisé une réunion de travail avec l'animateur de la charte intercommunale du Lodévois et une autre avec l'initiateur d'une association implantée à La Vacquerie, sur le plateau du Larzac « Sens Espace Europe », qui vise au perfectionnement des architectes en matière de maîtrise de matériaux nouveaux et de construction intégrée à l'environnement.

■ Restauration et hébergement prolongeaient les découvertes : le dîner et la nuit se sont passés à la Bergerie du Bayle, chez Yvette et Michel Guerit, qui ont expliqué leur démarche et leur réalisation d'une forme d'accueil chaleureux et original dans la garrigue ; le déjeuner du lendemain a permis de découvrir le restaurant-entreprise-intermédiaire mis sur les rails par l'Espace IFAD de Lodève : « O P'tit Plat »...

En Auvergne, c'est à « l'Espace Volcan », face au Puy de Dôme, sur la commune de Saint-Genès-Champanelle, que s'est déroulée la rencontre (hébergement et restauration compris). Cet équipement, ha-

bitué à accueillir des sportifs (parapente notamment), convenait bien à notre gymnastique oculaire. Les permanents de Peuple et Culture en Auvergne ont présenté aux croiseurs de regards leurs réalisations et leurs questions :

■ Christian Lamy, responsable de Peuple et Culture Auvergne, a situé le contexte géographique, politique, et économique, l'histoire de l'association en Auvergne et l'histoire du secteur rural. Avec Serge Mevrel, il a présenté les principales actions (ou projets d'actions) actuellement menées :

- Théâtre à la ferme (avec l'association « l'Oeil Ecoute »),
- Démultiplication de la formation d'Exploitant Rural (avec ASFODEL²),
- Lutte contre l'illettrisme : « Formabus » ,
- Projet d'Etude : « repérage des initiatives micro-économiques en milieu rural ».

■ Joëlle Cleret, de l'association du Puy-de-Dôme, a décrit l'action qu'elle conduit auprès de jeunes dans le secteur rural et international (opération « murs peints » notamment).

■ Brigitte Benoit, de l'Auvergne, a raconté le travail entrepris auprès de groupes de femmes dans le cadre du programme NOW³. Odile Chossier, animatrice de l'un de ces groupes de femmes, complétait cette présentation.

En Isère, le groupe des Regards Croisés a approché les réalisations qui caractérisent les actions conduites de longue date par l'équipe de Peuple et Culture en milieu rural :

■ A "la Halle" de Pont-en-Royans, Elisabeth De Rotalier a présenté son travail de développement

1- Information, Formation, Animation, Développement.

2- Association de formation et de développement rural appliqué au local.

3- New Operation for Women, programme femmes des Communautés européennes.



photo Jean-Louis Saiz

culturel et Marie-Aimée Roibond son point de vue de bibliothécaire.

■ Chez Bruno Begou, exploitant rural et tuteur du réseau ASFODEL, à Choranche, autour du dîner, Jean Le Monnier a raconté l'histoire de la formation "Exploitant rural" et François Aubert nous a expliqué comment ASFODEL a pris le relais et comment la formation fonctionne concrètement aujourd'hui.

■ Après une nuit dans le gîte de Bruno, nous avons quitté le Vercors pour monter en Chartreuse, à Voreppe, chez Félix et Eliane Genève qui nous ont relaté leur propre itinéraire en présentant l'histoire de la constitution du réseau "Accueil paysan", ses principes et son fonctionnement.

■ Au moment du repas, Anne

Parlange qui nous a rejoints avec Philippe Desormeaux, Président de l'AVCP, nous a présenté successivement le réseau RELIER et l'AVCP⁴.

■ Philippe et Anne nous ont ensuite emmenés à la Frette où nous avons découvert le magasin et les modes de fonctionnement de la "gamme paysanne", structure de vente collective de produits fermiers montée par Philippe et six autres producteurs.

Les permanents de la Corrèze préparent la prochaine étape... Nous découvrirons avec eux d'autres contextes, d'autres pratiques, d'autres problèmes et d'autres questions, et nous ouvrirons d'autres pistes de réflexion.

Chacune des étapes de « Regards croisés » fait l'objet d'une rédaction aussi complète

que possible des informations, remarques et réflexions échangées. Ces « cahiers d'étape » seront communiqués aux participants en tant que documents internes de travail et, à l'arrivée du « tour de France » entrepris, les croiseurs de regards seront invités à partager leurs points de vue et à participer ainsi à l'élaboration d'une réflexion commune sur les pratiques des équipes du mouvement en zones rurales dans les différentes régions. Le rapport final sera diffusé plus largement par Peuple et Culture.

Un programme de « dépaysement » vaste et passionnant auquel 16 personnes ont déjà participé⁵ et dont nous continuerons à vous donner des nouvelles...

■ Brigitte BICHE⁶ ■

4- Association pour la vente collective de produits fermiers.

5- Ont participé à l'une des étapes ou aux trois, outre les accueillants sur les sites : Anne Parlange (RELIER), Josette Pouget (PEC Corrèze), Jean-Rémy Durand-Gasselin (PEC Languedoc-Roussillon), Joëlle Cleret (PEC Puy-de-Dôme), Serge Mevrel (PEC Auvergne), Jean Le Monnier, Catherine Beaumont et Brigitte Biche (PEC national).

6- Brigitte Biche, sociologue et adhérente individuelle de Peuple et Culture, est impliquée à ces deux titres dans le secteur rural de l'association nationale.

Université d'été 1993

L'international

L'Université d'été « indien » a dû être reportée, la période initialement choisie pour sa tenue ne correspondant pas à une période de très grande disponibilité, ni des équipes de Peuple et Culture, ni des intervenants sollicités, ni, enfin, des partenaires invités.

Mais, son thème - l'international - a été maintenu et nous avons invité René Monségur, Secrétaire général du Languedoc-Roussillon et l'un des principaux concepteurs de cette Université d'été, à nous exposer les raisons qui ont contribué au choix de cette thématique ainsi que les objectifs poursuivis.

Ames yeux, deux raisons principales nous ont conduits à choisir le thème de l'international. L'une est politique, l'autre pédagogique.

Sur le plan politique, on constate que nos sociétés sont actuellement traversées par deux mouvements contradictoires.

D'un côté, une forte tendance à un retour vers les territoires locaux, pour des raisons de gestion, c'est-à-dire de dimension, mais aussi pour des raisons plus profondes, dues à un mal-être général incitant certaines personnes à croire qu'il est davantage possible de se retrouver sur un micro-territoire, un peu comme on se replie sur la famille quand on a des problèmes à l'extérieur.

D'un autre côté, l'international ne cesse de frapper quoti-

diennement à notre porte. Les exemples sont multiples : de l'information qui nous pousse à avoir une vision planétaire des choses, tout en nous donnant l'impression de n'avoir qu'une vision très réductrice de ce qui se passe, à notre vie de tous les jours où nous sommes amenés à acheter et à consommer de nombreux produits étrangers, en passant par la présence sur nos territoires de populations immigrées parlant des langues différentes, ayant des cultures différentes et qui, tous les jours, nous interrogent, provoquent notre réflexion et nous amènent à aménager notre propre mode de vie, jusqu'à, bien sûr, la construction européenne dont on ne cesse de nous parler.

Notre époque est donc caractérisée par des forces contradictoires, entre le désir de prendre racine sur un terri-

toire local et celui de continuer à avoir une vision planétaire des choses, comme si l'on sentait confusément qu'il était absolument nécessaire de sortir du local, ce dernier ne permettant pas d'avoir une vision humaine globalisante.

C'est pourquoi, le thème de l'international, si on le comprend bien, est un thème qui doit intéresser tout le monde car il conditionne, à mon avis, absolument toute notre vie d'aujourd'hui et notre devenir.

La deuxième raison du choix de ce thème est d'ordre pédagogique. Il ne faut pas oublier que Peuple et Culture est un mouvement pédagogique et un mouvement de culture ; ce n'est donc pas un hasard si nous avons choisi de mettre en exergue l'international : il s'agit en effet d'un thème qui traverse toutes nos procédures d'éducation.

Là encore, je donnerai plusieurs exemples.

Si l'on se place sur le plan éducatif, l'international est l'espace par lequel notre pensée se met en mouvement, par lequel elle est accrochée.

Les publics avec lesquels nous travaillons sont des publics en difficulté issus, la plupart du temps, de l'immigration, parfois même d'une immigration intérieure encore récente, ce que l'on oublie très souvent. Ce sont donc aussi des immigrés et ils ont gardé de cette immigration une vision négative ; car dans la société française, et plus généralement dans les

sociétés occidentales aujourd'hui, la migration est mal ressentie.

Les causes de cette vision négative de l'immigration sont en partie historiques : nos sociétés ont cessé depuis peu d'immigrer, et le modèle sociétal idéal aujourd'hui est celui d'une société qui s'est arrêtée, qui a commencé à travailler la terre, à se fixer et qui regarde d'un oeil condescendant ceux qui continuent à voyager (cf notre regard sur les gitans, les gens du voyage).

Pourtant, la culture des peuples est une culture de migration ; il faut donc revenir à cette idée. Pour ce faire, il ne suffit pas de travailler de manière théorique, il faut aussi essayer de faire en sorte que les gens se mettent eux-mêmes en mouvement, qu'ils voyagent, aillent vers les autres, d'une manière concrète, que ce soit au plan culturel, professionnel ou simplement à celui des loisirs. Il faut, selon moi, que les gens se remettent en mouvement pour comprendre un tant soit peu ce que peut représenter la migration.

Ce que l'on constate quand on mène une action éducative auprès de certains publics, les publics dits exclus notamment, c'est qu'ils n'ont plus la capacité de *faire*. D'autres l'ont, ceux qui ont le pouvoir politique, le pouvoir de travailler, le pouvoir de produire ; ils ont confisqué cette capacité de faire et les « exclus » subissent tous les actes de la vie quotidienne.

Or, il nous semble que lorsqu'on veut remettre un individu en mouvement - et c'est ce qu'on demande aujourd'hui aux mouvements éducatifs - il faut lui donner la capacité de se remettre en mouvement *physiquement*, d'entreprendre *physiquement* quelque chose, de faire une démarche. Et, une démarche, on la commence par les pieds. Concrètement,

notre méthode consiste à offrir à un individu la possibilité de partir, de voyager, de voir autre chose, d'organiser un tout petit peu son espace, de le dépasser, d'organiser son temps, toutes choses que ces catégories de publics ont perdu en étant enfermés dans une véritable prison humaine où tout le monde pense à leur place, où tout le monde fait à leur place et où ils n'ont, en gros, qu'à consommer le peu que la société consent à leur donner.

Pour nous, l'international, c'est cette forme de structuration de l'espace, mais aussi de structuration de la pensée, qui permet à des individus, jeunes et moins jeunes, de développer leur propre autonomie avec comme préalable le voyage, la relation avec les autres ; ce qui permet de lutter contre ses peurs, et notamment sa peur de l'étranger, de l'inconnu, et de rendre certains espaces plus familiers, certaines cultures moins lointaines.

On s'aperçoit, en effet, qu'en situation de voyage, il y a forcément une écoute beaucoup plus grande des problèmes qui se posent aux autres. Lorsque vous partez à l'étranger, vous êtes obligés de concentrer votre attention sur une chose essentielle, le sensitif, c'est-à-dire l'odeur, la vue, l'écoute... Parce que vous n'avez pas d'autres référents et que vous êtes obligés de mettre en branle toute votre capacité de compréhension, de lecture d'une société donnée que vous ne connaissez pas. Cette expérience est essentielle dans les processus de ré-apprentissage que nous sommes amenés à promouvoir avec certains publics, et pas seulement les publics en difficulté d'ailleurs.

En effet, cette démarche est également valable avec d'autres publics, les créateurs par exemple. Ces derniers ont besoin de deux choses au minimum.

Tout d'abord, créer. Et, pour créer, il faut des sources d'inspi-



photo Jean-Louis Sciz



➤➤ ration. Là encore, le voyage, la confrontation à l'autre, la confrontation à l'étrange, à l'inconnu, permet de renouveler un peu sa propre source d'inspiration. Il n'est pas rare de voir, à l'issue d'un voyage, d'une rencontre internationale, de nouvelles créations se produire.

Les créateurs ont aussi besoin d'être diffusés. Et, une fois encore, la rencontre avec les autres permet la mise en réseau avec des diffuseurs, avec des publics beaucoup plus larges que ceux auxquels ils ont l'habitude de se confronter. De nombreux groupes d'artistes amenés à l'étranger ont eu comme premier public un public étranger. C'est peut-être un peu moins difficile de commencer avec un public étranger. En tout cas, cela oblige à concevoir différemment certaines manières de faire, à revoir, par exemple, la scénographie dans

laquelle les créateurs évoluent habituellement : un public étranger ne comprend pas votre langue, il faut donc faire davantage d'efforts sur toute la mise en scène, si l'on veut être compréhensible. Souvenons-nous : les grandes époques où la création culturelle a été importante, ont été des époques où les artistes voyageaient beaucoup (cf. la Renaissance).

Dans le domaine culturel, je

terminerais par un exemple concret capable d'illustrer, je crois, ce caractère d'ouverture à toute personne « citoyenne » que nous voulons donner à l'Université d'été 1993 : celui de l'exposition. Il me semble que tout le monde peut travailler les questions de mise en exposition même s'il s'agit de questions techniques. Tout le monde aurait intérêt à échanger sur les différentes manières que les uns et les autres ont d'exposer en fonction d'une culture d'ori-

gine. Je pense à ce propos à la qualité des expositions allemandes, à la place accordée à l'architecture des musées. Toutes ces observations peuvent nous amener à changer certaines de nos conceptions, certaines de nos manières de voir, quel que soit le point de vue duquel on se place.

Il n'y a pas, à mon sens, de secteurs qui puissent se sentir exclus par le thème de l'international.



photo Jean-Louis Saiz

A plus d'un titre, l'international est donc un domaine fondamental pour Peuple et Culture. Parce qu'il met en oeuvre ce qui est le plus important - j'appelle cela *le voyage intérieur* : le voyage vers l'extérieur met en oeuvre le voyage intérieur. C'est un peu le fil qu'on commence à dérouler dans la relation à soi-même, mais aussi dans la relation à tout son environnement, y compris l'environnement humain, proche ou éloigné.

Voilà pourquoi le thème de l'international tel que nous souhaitons le travailler est à la fois d'actualité et tout à fait important ; ce n'est pas un simple effet de mode.

Si l'on se place à présent du côté des finalités et des objectifs poursuivis par cette Université d'été, deux niveaux doivent être distingués.

Le premier concerne les contenus.

Nous devons, selon moi, avoir à l'esprit deux idées maîtresses. La première est de faire comprendre aux gens - au risque de choquer - qu'être citoyen ce n'est pas seulement être citoyen de son pays, mais aussi citoyen de certaines valeurs humaines qui dépassent largement le contexte local ou national, des valeurs universelles en quelque sorte. Notre objectif est donc, au cours de l'Université d'été, de chercher comment mieux cerner ces valeurs universelles communes aux uns et aux autres, qu'on soit français, allemand, algérien... C'est aussi une façon d'éviter la reproduction de schémas qui ont coûté et continuent de coûter cher - à l'Europe notamment (cf. la Yougoslavie) - les schémas nationalistes par exemple.

C'est, je crois, notre grand message et, au sein de Peuple et Culture, il s'agit d'une valeur en marche depuis longtemps ; c'est d'ailleurs un peu ce qui

fait que beaucoup d'entre nous travaillent dans l'international. Notre seconde perspective, c'est - je n'ose plus utiliser le mot de solidarité tellement il a été galvaudé - de faire avancer l'idée que nous avons toujours à gagner à écouter les autres et à partager. Le plus petit paysan de Casamance a des choses à nous apprendre. On l'a vérifié mille et une fois : il apprend à l'ingénieur français qui connaît beaucoup de choses ; il apprend parce que, d'une certaine manière, ils se rejoignent : l'infiniment petit rejoint toujours l'universel, c'est le compagnonnage historique entre l'artisan et l'artiste, le philosophe. Nos sociétés, encore une fois, l'ont oublié, parce qu'elles dérivent vers des ensembles hyper-structurés où l'on oublie d'où l'on vient et où l'on perd de plus en plus la relation à l'essentiel.

Ecoute, partage et co-apprentissage les uns avec les autres.

Je pourrais citer de multiples expériences de voyages où on a essayé de faire se rencontrer des publics extrêmement différents les uns des autres, y compris au sein d'équipes françaises, et où on s'apercevait qu'en cours de voyages ou de sessions, les rôles s'inversaient, que ceux qui avaient un rôle d'apprenant au départ devenaient ceux qui enseignaient et inversement.

Je crois qu'il y a actuellement des espaces où l'on a besoin de solidarités. Parce qu'il y a des choses qui doivent nous scandaliser, parce qu'il y a des choses sur lesquelles les mouvements d'éducation populaire doivent se mettre en mouvement, aujourd'hui ; ils ne le sont pas, seuls le sont les mouvements humanitaires. Il faut donc essayer de redonner une parole à nos mouvements. Il ne faut pas rester muet sur certains problèmes, tout en étant prudent, mais il faut dire,

une fois les choses vérifiées, ce que l'on peut supporter et ce qui est intolérable et, bien sûr, dénoncer l'intolérable.

Viennent ensuite des objectifs de méthodes.

Puisque, au sein de Peuple et Culture, on utilise l'international comme un outil pédagogique et que cette pédagogie est de plus en plus reconnue par nos partenaires, il faut essayer de faire en sorte que les procédures par lesquelles on amène certains publics à réfléchir sur les problèmes de notre société, ainsi que sur leurs propres problèmes, soient en accord avec les projets que l'on met en oeuvre. Or, malheureusement, on constate que, trop souvent, malgré nous et pour des problèmes concrets de programmation, de préparation, de contenus et d'équipes pédagogiques, il n'est pas évident que les résultats obtenus soient à la hauteur des résultats attendus. Notre idée est donc aussi d'offrir la possibilité à des praticiens de confronter leurs expériences, de mettre en questionnement et en débat les analyses et les évaluations qu'ils en font avec des personnes qui théorisent sur ces aspects-là et qui peuvent leur donner des éléments complémentaires de formation.

On retrouve donc, au niveau de nos objectifs, les deux axes évoqués plus haut : l'un, politique, l'autre, pédagogique.

Enfin, nous souhaitons rassembler autour de ce travail d'autres réseaux que celui de Peuple et Culture et concevoir cette Université d'été ouverte à nos partenaires français et étrangers.

■ René MONSEGUR ■

La vidéo de création :

La diffusion de la vidéo en France

L'art vidéo est né officiellement en 1963 avec Nam June PAIK¹. C'est donc à une histoire récente que nous convie cette nouvelle forme artistique. En France, les réalisations commencent à la fin des années 70, mais c'est essentiellement au cours des années 80 que se développe ce secteur, en particulier au niveau de sa diffusion. C'est ainsi qu'apparaissent des festivals qui seront à la fois le lieu de rencontre des professionnels, mais aussi de la vidéo et de son public. En France, nous citerons ceux de Montbéliard, d'Hérouville-Saint-Clair (Vidéo-Arts-Plastiques), de Clermont-Ferrand (Vidéoformes) et Imagina pour les "nouvelles images".

Parallèlement à ces circuits de diffusion spécialisés, la vidéo fait aussi son entrée dans certains musées ou centres d'art contemporain par des installations ou la diffusion de bandes.

Le début des années 90 voit se multiplier des lieux de diffusion permanents dans certaines institutions ou associations très diverses, en particulier sous l'influence des "cent lieux"².

Les secteurs de formation se font également de plus en plus nombreux. Des cursus y sont désormais consacrés dans certaines universités et la plupart des écoles d'art.

Du côté de la critique on constate, en France, qu'il s'agit d'un secteur encore fort peu développé, mis à part les articles de Jean-Paul Fargier dans *Art Press* ; néanmoins, une évolution assez nette se fait sentir ces derniers temps et, si l'on cherche à s'informer, on peut désormais trouver quelques textes de réflexion, des catalogues, des annonces pour des manifestations et, même, une revue spécialisée : *Scope*.

D'un constat de départ assez réservé en ce qui concerne le public touché, j'ai pu constater, à travers différentes rencontres, que la vidéo est en pleine voie de légitimation et qu'elle gagne du terrain ! En effet, aujourd'hui, des projets fleurissent et se mettent en place partout, en France comme en Europe. Et ce n'est pas de l'optimisme béat, dans un contexte économico-culturel difficile, de dire qu'elle a de beaux jours, ni du pessimisme démesuré que d'affirmer que la vidéo,

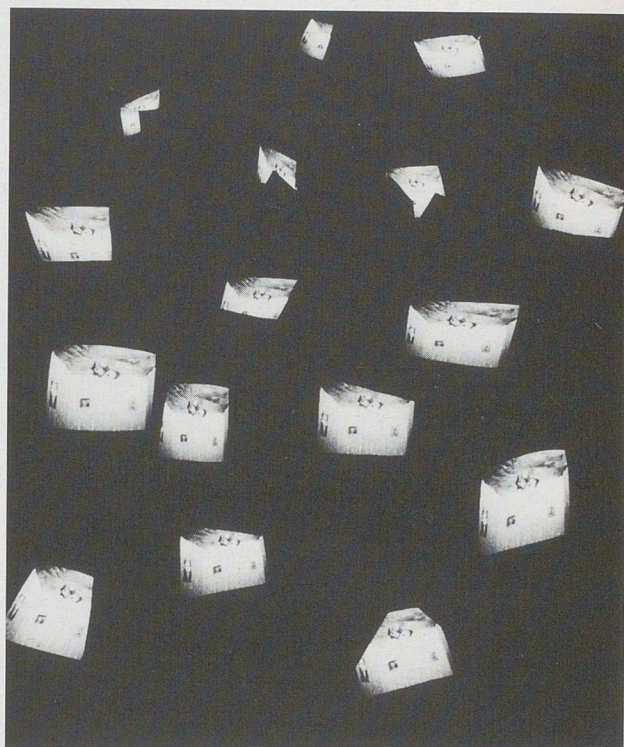


photo Jean-Louis Saiz

comme toute forme artistique contemporaine, n'atteindra qu'un nombre limité de véritables amateurs.

Si nous avons laissé entendre, au travers de l'intitulé, que la vidéo était une télévision sans image, c'était pour faire ressortir toutes les contradictions qui l'entourent et qui font qu'elle est très difficile à identifier. Néanmoins, elle est une des formes d'expression les plus contemporaines, et nous ne pouvons faire l'impasse sur ce secteur culturel qui questionne le monde dans lequel nous vivons.

S'interroger sur la diffusion de la vidéo était un premier paradoxe, puisqu'il s'agissait de poser la question du public pour une forme d'art dont le support électronique l'apparente à la télévision, moyen de diffusion planétaire par excellence. La question ne peut cependant pas être posée

1. Nam June Paik est né à Séoul en 1932. En 1963, "il invente l'art de faire de l'art avec des déchets électroniques : l'art vidéo. Depuis lors, dans chaque domaine - bandes vidéo, installations, télévision expérimentale, émissions par satellite - il n'a cessé de surprendre par l'élégance de ses montages et la constance d'une obsession : comment le moins (petit écran, petit pays, minuscule signal), peut devenir le plus". Jean-Paul Fargier.

2. Il s'agit d'un réseau européen de lieux de diffusion régulière et publique de vidéo de création qui a débuté avec quelques associations en 1989 pour soutenir la promotion de la vidéo et qui a maintenant dépassé son objectif des "100".

une télévision sans image



photo Jean-Louis Sciz

en termes de diffusion de masse ou restreinte ; elle doit interroger l'information qui est faite pour créer un public de vidéophiles. Et cette information passe, à mes yeux, par des espaces spécifiques et identifiables qui lui donneront l'image dont elle a besoin.

C'est à cette fin qu'*Imagespassages* a été créé. Il s'agit d'un secteur Vidéo/Arts visuels mis en place par Peuple et Culture Annecy en octobre 1992, avec comme objectif la promotion de la vidéo de création (par opposition à la vidéo institutionnelle, d'entreprise, commerciale...).

Ce lieu propose les activités suivantes :

- diffusion régulière de vidéos et animations faites par des intervenants extérieurs ;

- coordination des lieux de diffusion sur la région Rhône-Alpes et la Suisse sous le label "coordination nationale des réseaux régionaux" mis en place par la Délégation au développement et aux formations du ministère de la Culture ;

- création d'un centre de ressources : bandes régionales, livres, revues, catalogues...;

- stages d'initiation, réalisations...;

- rencontres, débats, colloques...;

- participation à divers festivals et manifestations européennes ;

- soutien - institutionnel et logistique - à des projets "jeunes" ;

- adhésion de Peuple et Culture à l'association européenne EVS (European video services), editrice de la revue *Scope*.

■ Annie AGUETTAZ ■

Peuple et Culture Haute-Savoie

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

Extrait...

■ On peut lire les lignes qui suivent dans le premier bulletin de liaison de Peuple et Culture datant de 1946 :
« Le lieutenant X à Monsieur le directeur de Peuple et Culture,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer les conditions d'abonnement de trois mois renouvelable aux différentes revues suivantes : l'Esprit, la Pensée, les Cahiers de peupliculture...

N.D.L.R. : Il y avait déjà la pisciculture, l'agriculture, l'horticulture, la monoculture, la polyculture, l'apiculture, la sériciculture, la puériculture. Il y a désormais la peupliculture... Notre bureau d'études générales qui travaille à la refonte de son plan de travail est en train d'étudier le mode de division de cette nouvelle science en sciences secondaires par milieux naturels et par techniques. Il y aurait par exemple : la proloculture, l'aristoculture, l'androculture, la gynoculture, la massoculture..., d'une part, et la biblioculture, la cycloculture, la fichoculture, la dactyloculture..., d'autre part. »

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

Palme

■ Jean-François Chosson, Président de Peuple et Culture, vient de réussir le concours de Professeur d'études politiques de rang 1 sur la thématique développement culturel et espace rural, un diplôme de l'enseignement supérieur agronomique. Félicitations !

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

Ouvrages

■ La collection Histoires de vie - qui associe Peuple et Culture et la revue Education permanente - vient de publier son deuxième ouvrage, *Epreuve collective et mémoires : l'expérience de la captivité*. Il s'agit des actes du colloque de Tours sur les "Histoires de vie des prisonniers de guerre de 1939 - 1945".

■ ASFODEL (association de formation et de développement rural appliqué au local) vient de publier un document sur la "Formation exploitant rural : le temps d'une démarche, l'espace d'un projet", rédigé par Alain Faure et coordonné par Jean Le Monnier, deux "pilliers" du séminaire rural de Peuple et Culture.

■ Citons encore, *Mare Castilla*, un magnifique ouvrage

regroupant un texte d'Aurélio Diaz Ronda, des photographies de Jean-Louis Saiz et des gravures de Léon Diaz Ronda. Trois artistes aux itinéraires différents y associent leurs regards pour dire leur attachement à l'Espagne, terre de leurs origines plus ou moins lointaines.

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

brèves brèves brèves

Séminaires

■ La prochaine rencontre du séminaire rural aura lieu le lundi 5 avril, toujours à Paris, sur le programme Leader aux Pays-Bas.

■ Une session franco-allemande de formation d'animateurs sera organisée à Bauduen du 1er au 7 mars. Cette semaine d'activités sera encadrée par un animateur professionnel d'Arc En Ciel Théâtre selon la formule du théâtre-forum.

Dépendance et autoformation

« **L**a dépendance d'une personne ou d'un groupe est définie par leur acceptation de subordonner leur puissance propre à un pouvoir ou une autorité susceptible de les dominer »¹.

Quand, dans un groupe ou une organisation, s'instaurent des relations de dépendance, les décisions sont prises sans véritable dialogue préalable. Les dominants substituent leurs décisions à celles des dominés. On pourrait dire que ceux-ci ne prennent pas de décision. Mais, du fait qu'ils ne manifestent pas leur opposition, ils sont complices du processus. Nous dirons donc, plutôt, qu'ils prennent la décision... de ne pas décider.

Les relations de dépendance s'instaurent progressivement du fait du fonctionnement du groupe. Les dominants en sont en grande partie responsables, mais les dominés sont eux-mêmes complices, consciemment ou inconsciemment.

Le jeu des dominants

Les dominants qui jouent un rôle prépondérant dans le fonctionnement de groupes qu'ils dirigent peuvent créer des relations de dépendance, sans toujours être conscients des conséquences de leur conduite.

Les caractéristiques suivantes tendent à créer des relations de dépendance :

■ Les décisions sont prises en permanence sous le coup de l'urgence. Les impératifs du calendrier coupent court à la discussion.

■ Les membres du groupe ne connaissent pas ou connaissent mal les données du problème et en particulier les contraintes qui doivent être respectées. Cela les met dans l'incapacité d'élaborer leur propre position.

■ Les décisions à caractère technique prennent le pas sur les décisions politiques.

■ Aucune alternative n'est présentée par ceux qui préparent les décisions. Les membres du groupe n'ont alors que la possibilité d'accepter

ou de refuser la solution proposée.

De tels modes de fonctionnement tendent à créer des relations de dépendance. Encore faut-il que ceux qui ont une position de dominés se prêtent à ce jeu dont, en fin de compte, ils font les frais. Comment peut-on expliquer ce phénomène ?

La complicité des dominés

■ Toute décision demande des efforts, de l'énergie, du travail. N'est-il pas plus confortable de s'en remettre à quelques-uns du soin de prendre des décisions, même quand celles-ci nous concernent directement ?

■ Prendre position crée des tensions. Celui qui affiche une position différente de la position dominante risque de se marginaliser. Les dominants s'identifient souvent aux propositions qu'ils font. Présenter d'autres points de vue, c'est attenter à leur statut et parfois même les offenser personnellement. Autrement dit, celui qui définit sa position prend des risques. Ces risques peuvent, dans le cas où les groupes fonctionnent dans le cadre d'une organisation, prendre une forme très précise : ceux qui prennent des positions non orthodoxes peuvent voir les places qu'ils occupent mises en question. Dans les groupes qui fonctionnent dans le cadre des entreprises, ceci veut dire concrètement que celui qui cherche à fonctionner de manière autonome risque toujours des mesures de rétorsion, qui peuvent aller jusqu'à l'affectation à des postes moins favorisés et même jusqu'au licenciement.

Quand le jeu des dominants trouve en face la complicité des dominés, la relation de dépendance s'installe. La décision du dominant se substituant à la décision potentielle du dominé, celui-ci perd petit à petit la capacité de décider. Et, selon le mécanisme du cercle vicieux, ceci ne fait qu'accroître la dépendance. Tout se passe en fin de compte comme si certains étaient seuls capables de décider. La capacité de décider peut apparaître alors comme un don inné que certains possèdent et d'autres non, alors que ce n'est que le résultat d'un processus qui n'est pas le hasard.

Quand la relation de dépendance est installée,

1- Jacques Barbichon, *Dépendances et décision*, Méridiens Klincksieck, 1990.

►► l'essentiel de l'énergie déployée par les dominants vise, non à résoudre les problèmes, mais à maintenir et renforcer la dépendance. Les informations sont orientées dans le sens des décisions proposées. On peut aboutir à la manipulation pure et simple. A la limite le dominé agit, apparemment de son plein gré, dans le sens souhaité par le dominant. « L'essentiel visé... (est de supprimer) l'idée même de discussion, d'analyse critique, de jugement sur la pertinence des actes par rapport aux intentions »².

Il peut y avoir des réactions de la part des dominés. Mais elles consistent le plus fréquemment en des mesures de rétorsion latérales qui ne font qu'aggraver la dépendance : rétention d'informations qui pourraient être utiles, lenteur et passivité, revendications salariales, mouvements de mauvaise humeur etc...

Milgram a fait, dans les années 60, une série d'expérimentations qui illustrent notre propos.

Rappelons ce dont il s'agit :

Milgram fait recruter par petites annonces des personnes volontaires pour participer soi-disant à des recherches sur la mémoire et l'apprentissage. En fait, les recherches annoncées étaient fictives, mais les candidats l'ignoraient. L'expérimentateur supposé, après le recrutement des volontaires, leur demanda de jouer le rôle suivant : ils devaient infliger des sanctions à un soi-disant élève, qui en fait était un complice de l'expérimentateur, chaque fois que l'élève commettrait des erreurs d'apprentissage. La personne qui jouait le rôle de l'élève était attachée à un siège muni de sangles. Elle devait mémoriser des mots qui lui étaient indiqués. Quant elle se trompait, le manipulateur « volontaire », installé devant un tableau de commandes, actionnait des manettes qui envoyaient des décharges électriques de plus en plus importantes au fur et à mesure du déroulement de l'expérience. Le faux élève simulait une souffrance de plus en plus vive au fur et à mesure que la tension électrique augmentait. A la fin de l'expérience, la tension supposée était de 450 volts, donc dangereuse, et l'élève paraissait au bord de l'agonie.

La plupart des manipulateurs volontaires, croyant participer à une expérience authentique, acceptèrent d'obéir aux consignes qui leur étaient données, alors même qu'ils réprouvaient ce qu'on leur faisait faire. Devant des résultats aussi surprenants, l'expérience fut recommencée avec de multiples variantes relatées dans le livre *Soumission à l'autorité*³, en aboutissant toujours

2- J. Barbichon, op. cit.
3- Stanley Milgram, *Soumission à l'autorité*, Calmann Lévy, 1990.

photo Jean-Louis Saiz



au même genre de résultats.

Ce que nous retiendrons, c'est que l'homme en position de dominé peut être amené à exécuter des projets avec lesquels il n'est pas d'accord. L'expérience de Milgram montre que cela est vrai même dans les cas extrêmes. L'observation de la vie quotidienne montre qu'il en va de même dans les tâches les plus banales.

Pourquoi l'agent subit-il ainsi le projet des autres ? Il a l'impression qu'il n'a pas tous les éléments pour décider lui-même, il fait confiance à son supérieur hiérarchique ou à l'institution qui l'emploie, il se croit tenu de respecter l'accord initial qu'il a donné au moment du recrutement, de toute manière il ne se sent pas responsable d'une action qu'il n'a pas décidée lui-même. Il peut être ainsi amené à admettre des ordres qui n'ont pas de sens pour lui. La division du travail est souvent responsable de ce genre d'attitude : n'exécutant qu'une partie du travail dont l'ensemble ne nous est pas connu, on ne peut comprendre pourquoi on le fait. Ce qui nous semble le plus étonnant dans l'expérience de Milgram, c'est que les agents se sont crus tenus d'obéir alors même qu'ils pouvaient refuser sans difficulté. Ils ont été recrutés par petites annonces pour quelques journées. Aucune sanction ne pouvait leur être infligée. Ils s'étaient donc représenté la situation comme étant contraignante, alors même qu'elle ne l'était pas. Ils n'ont pas exercé leur liberté alors qu'ils l'auraient pu. Ils ont pensé qu'ils « n'avaient pas le choix » alors que, de toute évidence, ils l'avaient. Ou plutôt, ils faisaient un choix sans en faire un vraiment. Tout le problème est là.

La relation de dépendance est néfaste pour l'autoformation. « La domination non violente, en jugulant le pouvoir de décision de l'autre, atteint un centre nerveux essentiel : celui de l'entrée en action »⁴. En effet, c'est par l'expérience que l'on se forme. C'est elle qui permet de vérifier si nos décisions étaient bonnes ou mauvaises, et donc de mettre en cause les positions qui en étaient la source. Si les expériences reflètent les décisions des autres plus que les nôtres, ce réajustement continu des idées à la réalité ne peut avoir lieu.

L'autoformation implique donc que l'on cherche à rompre la situation de dépendance plutôt que de s'y complaire, ou mieux encore, à l'empêcher de s'installer. Car une fois en place elle tend à annihiler la capacité de décider.

4- J. Barbichon, op. cit.

■ Guy BONVALOT ■

Entreprendre autrement vers

Ce texte a été écrit par Paul Bron pour être présenté au colloque de Sherbrooke, "Formation-travail, travail-formation" (25 septembre-2 octobre 1991) dont nous vous avons rendu compte dans un précédent numéro.

Paul Bron était à l'époque responsable de l'Ecole des projets de Peuple et Culture Isère ; ces lignes présentent sa vision personnelle de cette formation qui accueille aujourd'hui une nouvelle promotion accompagnée cette fois par Henri Cachau dont nous saluons l'arrivée.

L'Ecole des projets constitue une expérience de formation particulière qui tente d'explorer de nouveaux rapports entre la formation et le travail, entre la création d'activités et l'exercice de la citoyenneté.

À l'origine, nous avons fait deux types de pari :

■ *Le premier concerne le lien chômage-formation-emploi.* Ne pouvons-nous pas tenter d'inverser le rapport traditionnel entre un demandeur d'emploi en situation d'attente et de dépendance sur un marché du travail saturé et un employeur tout puissant et maître du jeu, en favorisant des formations basées sur l'accompagnement de projet de création d'activités ou d'emploi ?

La dynamique du stage doit offrir au stagiaire l'occasion de se positionner en situation d'intervention sur le marché en proposant un service ou une activité.

Il se retrouve ainsi non pas dépendant mais acteur sur le marché de l'emploi, voire

même en situation de créateur d'emploi. Attitude dynamique et volontaire qui suscite chez ses partenaires une possible négociation, voire une embauche.

■ *Le second concerne la finalité de la formation.*

Traditionnellement la formation se préoccupe d'apprendre un métier et d'orienter les individus vers une formation intégrée à une filière professionnelle verticale et bien codifiée, centrée principalement sur l'acquisition de savoirs et de savoir-faire pointus.

Il faut convenir que cette approche éducative n'est pas suffisante, la notion de métier comme celle d'identité professionnelle donnant de moins en moins de statut stable.

Un des enjeux de la formation n'est-il pas aujourd'hui d'apprendre aussi à être autonome, à avoir un comportement stratégique, à tenter de comprendre et à être capable de gérer, dans la mesure du possible et à son propre niveau, la complexité de la société qui nous entoure

tout comme l'incertitude de son évolution future ?

À côté d'une formation qualifiante orientée vers une formation professionnelle pointue et répertoriée, ne pouvons-nous pas favoriser une démarche de formation plus souple et personnalisée, basée sur l'évaluation et la réalisation d'un projet professionnel individualisé ?

Une démarche de formation qui développe chez les stagiaires leur capacité de se projeter, pour une transformation de leur rapport au monde et à leur environnement.

L'expérience de formation sur laquelle nous nous appuyons s'inscrit résolument dans cette perspective.

Ce stage de 800 heures, conventionné avec le Conseil Régional Rhône-Alpes, se déroule chaque année à Grenoble. Il s'adresse à des demandeurs d'emploi et s'articule autour d'un projet de création d'activités dans le domaine social ou culturel. Cette école des projets se distingue des stages classiques

de nouvelles solidarités

de création d'entreprises dans la mesure où son objectif annoncé n'est pas la création *stricto sensu* de l'entreprise. Elle souhaite permettre la naissance d'activités fondées sur le développement solidaire et le partenariat, et tente d'expérimenter de nouveaux rapports au travail et à l'exercice de la citoyenneté.

Étant donné le caractère social et culturel des activités auxquelles la formation contribue à donner naissance, la principale forme juridique développée est celle de l'association 1901, mais il peut s'agir aussi de forme commerciale ou artisanale si ces actions ont une finalité sociale.

Pour tenter de relever ces deux paris, nous avons articulé la formation autour de deux critères :

■ mettre en "état de projet" le formé ;
■ contribuer à favoriser un développement solidaire.

Mettre en "état de projet" le formé

L'implication dans la création d'activités est un acte authentique dans lequel la motivation personnelle est très forte. À travers le projet, c'est un engagement global de la personne qui se réalise. Cette étape constitue pour le créateur une période sensible car elle met en jeu, non seulement un investissement professionnel important quant à une orientation vers tel ou tel métier, mais aussi toute la

personnalité de l'auteur du projet qui livre à travers sa démarche ses doutes, ses erreurs et ses difficultés, mais aussi ses passions, ses rêves et ses espoirs.

La "mise en état de projet", à travers les formations proposées par Peuple et Culture, constitue une étape, une tranche de vie spécifique, caractérisée par plusieurs éléments qui constituent les principales conditions du changement :

■ L'authenticité du projet et la motivation.

Il s'agit d'une démarche volontaire dans laquelle l'adulte s'engage personnellement. Nous retiendrons l'importance de la motivation comme condition première du changement. Cette notion d'implication est d'autant plus importante que le projet n'est pas seulement un défi par rapport à son environnement, mais aussi par rapport à lui-même.

■ L'articulation projet professionnel et projet de vie. Le projet professionnel doit donc correspondre à quelque chose d'important pour la personne. Tout projet nécessite une prise de risque, un investissement et des efforts. Le travail principal pour chacun(e) est d'articuler son projet d'auto-développement avec l'idée qu'il/elle se fait de la réalisation de sa vie.

■ L'efficacité du projet. La démarche de projet est efficace quand elle apporte des satisfactions à son auteur. Le projet le plus réaliste n'est

pas forcément le plus efficace. L'auteur doit réaliser quelque chose de son désir qu'il doit connaître. Aussi, le projet présenté à la candidature du stage n'est pas obligatoirement celui sur lequel va s'articuler le parcours individualisé de la formation. Un travail d'explication, de précision de ses propres motivations est nécessaire pour aider à la clarification du projet professionnel et de son adéquation avec le projet de vie.

■ La multidimensionalité du projet.

La démarche de "mise en état de projet" correspond à une activité de plusieurs dimensions de la personne. Elle ne concerne pas la seule dimension cognitive, mais une dynamique interpersonnelle, sociale et politique. Dès lors, on comprend que cette situation, marquée par un investissement global, fragilise terriblement les individus qui la poursuivent. D'autant plus que, si le besoin d'accompagnement existe, c'est qu'il n'a pas pu se satisfaire dans un autre cadre. Se révèlent ainsi les faiblesses, les hésitations et les manques des individus, bien au-delà du niveau d'insertion sociale et professionnelle qu'on leur accorde.

Préserveons-nous d'intervenir en "éducateur spécialisé", c'est-à-dire en mettant l'accent sur ces difficultés, réelles bien sûr, mais qui n'ont de sens que ressituées dans le contexte dynamique et interactif du projet.

Car, parallèlement, cette ➤➤

» situation est un prodigieux facteur de motivation et d'action. Elle engage la personne dans un processus dynamique de création et d'intervention sur son statut social et son devenir.

C'est bien toute cette dynamique et seulement celle-là qu'il nous faut accompagner, capitaliser et encourager à aboutir concrètement.

Cette approche entraîne deux conséquences sur le plan pédagogique :

■ Les disciplines enseignées ne prendront du sens que dans l'action.

Il est du ressort de la formation de les transformer en savoir-faire. Par leur investissement dans l'action, les savoirs formalisés s'enrichissent et souvent se complexifient des multiples données du réel, que l'enseignement ne retient pas dans sa construction.

Mais, de même que le savoir formalisé doit se confronter à la pratique, le savoir pratique doit pouvoir se formaliser.

Cela ne peut pas se faire de manière spontanée, ni par le simple fait d'améliorer les relations humaines ou les relations enseignants-enseignés. Cela résulte d'un apprentissage dont la structure ne repose pas non plus sur l'organisation académique des savoirs.

La base de cette structure doit être l'action, le travail en grandeur réelle, l'implication authentique dans une pratique sociale ou professionnelle qui passe momentanément par un support de formation.

■ Le savoir-faire, l'expérience professionnelle doivent eux-mêmes faire l'objet de formalisations. Partir de la pratique c'est aussi partir des savoirs mis en oeuvre

dans l'action et les travailler, les systématiser sous la forme d'un savoir formalisé avec tout ce que cela confère de qualités nécessaires à l'anticipation et à la communication.

Comme le dit Bertrand Schwartz : « Le rôle de la formation est de permettre aux individus de transformer leur vécu en expérience et leur expérience en savoirs et savoir-faire ».

Contribuer à favoriser un développement solidaire

Si l'on conçoit la formation comme un temps pour apprendre à développer ses capacités d'analyse et de décision, ne devient-elle pas alors un mode d'action publique ?

La démarche de projet est centrée sur l'individu, mais elle doit aussi s'ouvrir au monde. Profitons de cette période de doutes et d'incertitudes pour construire un nouveau rapport aux autres, dynamisé par une appréhension multidimensionnelle des caractéristiques sociales, culturelles et politiques de notre environnement. L'individu qui projette est ainsi mis en état de s'approprier différents systèmes de rapport à soi-même, aux autres et à la société pour mieux maîtriser son existence.

Nous avons retenu deux niveaux d'intervention pour éclairer cette notion de solidarité : la relation de l'individu au groupe constitué des stagiaires et son insertion dans le développement local.

■ Repenser l'articulation groupe-individu. Personnaliser la formation ne signifie pas atomisation de l'individu et disparition du groupe. Au contraire, le groupe

est non seulement un élément déterminant dans la socialisation des individus, mais il a un rôle central dans certains types d'apprentissages tels que la communication, la résolution de problème, la prise de décision..., un rôle d'autant plus essentiel que la composante relationnelle dans les savoirs est déterminante.

Le groupe est considéré comme un acteur et un partenaire, et c'est face à une logique de projet qu'il s'est constitué. Cette notion de groupe acteur-partenaire contrebalance la logique individuelle de la formation par projets.

■ Une insertion dans le développement local. Nous avons déjà dit qu'un des enjeux de cette formation résidait dans sa capacité à accompagner des projets, non seulement dans leur dimension personnelle, mais aussi dans leur insertion dans l'environnement social qui les concerne.

Il s'agira alors d'acquérir des connaissances concernant le milieu social, économique et culturel dans lequel le projet va s'inscrire. Mais il sera utile aussi, autant dans une dynamique d'action que d'insertion, de tisser des liens, de repérer des partenaires potentiels, de s'associer des personnes-ressources, bref de constituer et d'animer un réseau d'acteurs capables d'aider à l'évolution du projet.

L'intervention de formation prend-elle ici un caractère plus volontariste et militant ?

Peuple et Culture a un projet propre autour du développement humain, de l'intervention sociale et une prise de position d'ordre politique concernant l'acte d'éducation.

C'est là que se rencontrent les projets de ceux qu'on appelle les stagiaires et le projet éducatif de l'association. Nous pensons que la capitalisation de démarches individuelles par l'action collective est susceptible d'entraîner un engagement à plus de solidarité et la constitution de réseaux pour agir.

C'est ainsi que nous favorisons l'insertion des stagiaires dans la dynamique associative : professionnelle, autour des engagements des permanents de Peuple et Culture, réflexive et militante, avec des séminaires sur des thèmes de société.

Il s'agit de créer des liens, des réseaux de relation entre les personnes qui partagent la même approche philosophique et politique des mutations sociales et qui interviennent dans la même direction pour infléchir le développement social.

Il est capital que notre association ne se situe pas face aux stagiaires comme un organisme de formation, mais bien comme un partenaire, une association engagée dans une problématique sociale et politique qui lui est propre et qui marque son identité.

Nous touchons un point essentiel de ce que nous appelons maladroitement peut-être "les démarches

d'accompagnement de projets".

L'accompagnement et le suivi d'une dynamique personnelle, d'un potentiel individuel, recentré et réactivé dans un espace collectif et solidaire, constituent le contenu propre de notre intervention éducative, et l'un des fondements d'une pratique d'éducation populaire. Ils se distinguent en cela d'un système scolaire, basé essentiellement sur la transmission d'un savoir, et de la formation continue, reposant trop souvent sur la promotion individuelle.

■ Paul BRON ■



photo d'archives

peuple et culture

de

lettre

la

■ Le numéro 7 de la Lettre de
Peuple et Culture a été tiré en
1 500 exemplaires.

Conception et réalisation :
Catherine Beaumont ■

■ Ont contribué à la rédaction
de ce numéro :

Annie Aguetaz, Corinne
Baudelot,
Catherine Beaumont,
Brigitte Biche, Guy Bonvalot,
Paul Bron, Jean-François
Chosson, René Monségur ■

■ Photo couverture :
Jean-Louis Saiz ■

■ Peuple et Culture
108 - 110 rue Saint Maur
75011 Paris
tél. : 43 38 49 00 ■